

La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

LE CARNET DU SAUVAGE : Travail collectif. — Paris en cas d'émeute. — Renaissance à la base (P. Monatte).

PARMI NOS LETTRES : Que faire ? — « Jésuitisme prolétarien ». — Maurice Kahn et « Pages libres ». — A propos du « Ciment ». — La dictature de la majorité. — A vous, camarades fonctionnaires.

Après le VI^e Congrès de l'I. C.

La Guerre n'est pas là !

par R. LOUZON

A TRAVERS LES LIVRES : André Gide : Voyage au Congo - Retour du Tchad. — Paul Monet : Entre deux feux. — René Jadot : L'École contre la société. — Trois romans de chez Rieder. — A. Chamson : les Hommes de la route.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Les Vacances payées dans le Bijou parisien

par A. MAUPIOUX

— La quinzaine syndicaliste : Démocratie syndicale et reconstitution de l'unité. — Halluin-la-Rouge entraînera-t-elle Roubaix-Tourcoing dans l'action ? (M. Chambelland). — Les délégations en Russie (Prudhomme).

FAITS ET DOCUMENTS : Les faits du mois. — Paris en cas d'émeute. — Du millerandisme tout pur. — Et si c'est un policier?

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1^{er} et le 15)

Rédaction et Administr. 93, Quai Jemmapes PARIS-X^e

Téléphone : Combat 08-02

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la Révolution Proletarienne publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte) Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme
(Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous) A travers les Livres (A. Rosmer, B. Glaufrret, A. Richard, etc.)

Lettres de l'Internationale
(De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. AIRELLE, E. ALLOT, J. AUFRÈRE, J. BALDACCI, E. BERTH, Marthe BIGOT, M. CHAMBELLAND, J. CÉVENOL, F. CHARBIT, J. et J. CORNEC, V. DELAGARDE, MAX EMILE, FINIDORI, H. FULCONIS, A. GARNERY, B. GLAUFRRET, MAX EASTMAN, JEAN GLAIVE, V. GODONNÈCHE, R. HAGNAUER, G. LACOSTE, F. LORIOT, R. LOUZON, A. MAHOY, L. MARZET, J. MESNIL, P. MONATTE, G. NICOLAS, J. PÉRA, R. W. POSTGATE, A. RICHARD, A. ROSMER, R. ROUVIANE, C. TALÈS, A. THÉVENON, G. THOMAS, A. VILLEVAL, etc., etc..

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction à : L. MARZET.

La correspondance relative à l'Administration aux camarades BUSSEUIL ou BARAT.

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : Révolution Proletarienne 784-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration :
Tous les jours, sauf le dimanche, de 5 à 7 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 96, quai Jemmapes, Paris-X^e.

Conservez la collection de la "Révolution Proletarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927.

Les numéros d'une année : 30 francs.

Reliés « Selflior » : 38 fr. 50 (franco 40 fr. 50).



Reliez vous-mêmes "La Révolution Proletarienne" "LE SELFLIOR"

Système perfectionné de reliure automatique est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours
Prix : 8 fr. 50 d'abonnement.

Franco 10 fr. 50
Etranger 13 fr. 50

Vous qui collectionnez la « R. P. »,
utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

LE CARNET DU SAUVAGE

TRAVAIL COLLECTIF

Finies, les vacances! Il faut se remettre au travail et montrer qu'on a repris des forces. La R. P. a rudement besoin des forces de tous ses amis.

Au risque d'empiéter sur l'Entre Nous, je veux demander ici à ceux qui nous lisent avec sympathie s'ils se représentent bien ce que doit être une œuvre collective, une coopérative intellectuelle comme la R. P. On ne dirait pas qu'ils le comprennent.

Dans une œuvre collective, il est illogique que tout le poids du travail et des soucis retombe sur une ou quelques paires d'épaules. Il doit être réparti plus largement, n'est-ce pas?

S'il ne l'est pas, l'œuvre cesse d'être collective: elle n'est autre chose qu'une œuvre individuelle ou celle de deux ou trois camarades.

S'il ne l'est pas, l'œuvre est fragile, car un homme, quelques hommes, si têtus soient-ils, peuvent un jour se fatiguer ou se décourager.

Or, je tiens, nous tenons à quelques-uns, à ce que la R. P. soit une œuvre collective solide, à ce qu'elle puisse tenir debout et se développer, même si nous venions à lui manquer.

Depuis longtemps, je voulais lâcher le tablier de cuisinier de la rédaction, que j'avais gardé près de quatre ans. C'était bien au tour de quelqu'un d'autre à l'endosser! Je le voulais, un peu par fatigue, mais beaucoup plus par désir de me consacrer aux grandes études que l'actualité du mouvement nous impose, et qu'il est difficile de faire en même temps que l'infinie besogne du secrétariat. Trouver un remplaçant aurait dû être facile. Dans le « noyau », rien que dans notre petite bande de jeunes, il y a une demi-douzaine de gars capables de faire de bons cuisiniers ou de le devenir après un court apprentissage. Pourtant, tous se refusaient. Finalement, c'est le plus jeune qui s'est dévoué.

Désormais, le pli est pris. Quand Marzet sera fatigué, il n'y aura que l'embaras du choix pour le relayer. Avec une relève tous les six mois ou tous les ans, la R. P. possèdera vite une équipe fournie de cuisiniers expérimentés, d'autant meilleurs collaborateurs par la suite qu'ils auront été mêlés plus intimement au travail. Faute d'un moine, l'abbaye ne risquera pas de chômer. Et quand Paris ne fournira plus, qu'est-ce qui empêchera de faire signe à un camarade de province?

Un cuisinier, ce n'est pas tout. Il faut autour de la R. P. des collaborateurs en masse, des collaborateurs permanents et des collaborateurs occasionnels. Il faut que quiconque a quelque chose d'utile à dire n'hésite pas à le dire. Là, qu'on soit en province ou à Paris, pas de difficulté. Sur tous les grands sujets, que chacun apporte sa pierre. Il est triste que nous n'ayons pas été bombardés de monographies d'usines, par exemple, sur un sujet comme la rationalisation. Nous en sommes à attendre des études promises sur Michelin et sur

Japy. Il est triste que les articles de Loriot sur les « Problèmes de la Révolution » n'aient pas provoqué l'utile discussion escomptée. On en a discuté ferme dans beaucoup de coins, mais on a eu la paresse d'écrire.

Voyons maintenant à quelles conditions cette œuvre collective peut vivre. Vous pensez bien que ce n'est pas de gaieté de cœur que nous avons supprimé deux numéros dans cette période de vacances. Nous avons été contraints de prendre cette décision « au noyau » quand Busseuil et Barat nous eurent étalé l'état de la caisse, aligné chiffres de recettes et de dépenses. Piétinement du nombre des abonnés au lieu de la progression prévue. A-coup du côté des abonnés de soutien, particulièrement du côté de ceux de grand soutien. Les difficultés habituelles de l'été se trouvaient particulièrement aggravées. Que nos amis réfléchissent à cette situation, non pas périlleuse, mais grave. Ils concluront comme nous qu'ils se sont trop habitués à nous regarder nous débrouiller, à attendre l'arrivée du numéro sans se faire de soucis. Les soucis aussi, il faut les partager. Et ce ne seront plus des soucis quand chacun fera dans son milieu ce qu'il lui est possible de faire pour trouver de nouveaux abonnés, pour organiser la vente au numéro. Nous avons reçu un certain nombre de listes de « possibles », mais il nous en faut dix fois plus. Que chacun se reporte au classement des abonnés publié dans le dernier numéro, et l'on verra combien il doit être possible d'augmenter notre chiffre d'abonnés.

Dès aujourd'hui, nous portons l'abonnement à quarante francs, ainsi qu'il est expliqué dans l'Entre Nous. Nous demandons aux abonnés de soutien qui sont en retard de faire diligence pour compléter leur versement; à ceux qui peuvent le doubler, comme l'an dernier, de se dépêcher de le faire. Nous allons avoir d'assez gros frais de lancement de possibles et nous ne pourrons les couvrir qu'avec leur aide et grâce aux souscriptions qui arriveront. Il nous faut une somme de quatre mille francs. Ce serait bien le diable si nous ne la réunissions pas en un mois.

Nous la réunirons; nous obtiendrons, en outre, l'aide qui est nécessaire pour arriver à équilibrer normalement notre budget. L'œuvre collective, la coopérative intellectuelle qu'est la R. P. ne peut vivre autrement que par l'effort collectif de ses amis.

PARIS EN CAS D'EMEUTE

La publication dans le numéro de septembre de la Revue des Vivants, la revue dirigée par M. Henry de Jouvenel, d'un article : « Paris en cas d'émeute. Le Plan Z. », a provoqué une émotion bien naturelle.

Cet article, reproduit aux Faits et Documents, n'a fait l'objet d'aucun démenti officiel. On peut donc le regarder comme exposant exactement le heurt des deux conceptions de la défense bourgeoise contre la Révolution, le heurt entre la nouvelle conception de l'Etat-

major et l'ancienne, défendue par le préfet de police Chiappe.

Enregistrons tout d'abord l'aveu qu'avant le plan Z, que vient d'élaborer l'Etat-major, il existait un autre système, un autre Plan. Il y a une vingtaine d'années, Charles Guieysse, dans Pages libres, avait dénoncé l'existence d'un plan de mobilisation en cas de grève générale. De tout temps, on le voit, la bourgeoisie a envisagé ses moyens de défense contre la Révolution. Le Plan Z n'est donc pas la réplique à tel ou tel discours, à telle ou telle mesure de l'Internationale communiste ou du Parti communiste français, comme semble l'expliquer la Revue des Vivants.

Le Plan Z paraît plutôt un simple remaniement des mesures militaires sur le point particulier, capital il est vrai, de Paris en cas d'émeute. Au lieu du « système connu » consistant à établir sur toute l'étendue de la capitale et de la banlieue immédiate des îlots de résistance défendus au moyen de mitrailleuses, de tanks et probablement d'avions, le grand Etat-major, reprenant l'idée de Thiers, au lendemain du 18 mars 1871, préconise le maintien d'un seul îlot englobant l'Elysée et les ministères, l'abandon momentané aux révolutionnaires du reste de la capitale et le rassemblement à Versailles de troupes destinées à reconquérir Paris dans le sang comme pendant la Commune.

Nous ne rechercherons pas qui, du royaliste Foch ou du républicain Chiappe, est le meilleur défenseur de la bourgeoisie. Qu'ils se disputent tranquillement les lauriers du sauveur. Nous nous bornerons à penser qu'en période révolutionnaire les plus beaux plans militaires ou policiers sont facilement en défaut. L'idée géniale de Thiers n'aurait guère tenu si le gouvernement du 18 mars avait foncé immédiatement sur Versailles comme le demandaient les Blanquistes. Une situation analogue se reproduira-t-elle? C'est peu probable. L'important, du point de vue révolutionnaire, c'est qu'en période de guerre civile les forces révolutionnaires sachent utiliser les circonstances et soient aussi résolues à combattre que la bourgeoisie peut l'être à résister.

Mais il se dégage du Plan Z un autre enseignement: Aux soldats, on substitue les troupes de métier. Pour Paris, suivant le général Debeney, 1.500 gardes républicains mobiles suppléeront au déficit de la garnison. Dans toute la France, Painlevé installe la gendarmerie mobile, destinée à intervenir dans les grèves. C'est la mise en pratique d'un vieux projet défendu jadis par le bon républicain Doumergue, aujourd'hui président de la République. Avec le service d'un an, nous allons voir se multiplier les cadres, peut-être les troupes de métier. La bourgeoisie se prémunit contre l'exemple du 17^e et contre l'antimilitarisme.

Dans les grèves, comme en cas d'émeute, nous aurons devant nous de moins en moins des soldats capables de se rappeler qu'ils sont avant tout des prolétaires, des ouvriers et des paysans; nous aurons de plus en plus des soldats de métier fermés au sentiment de classe. Voilà ce dont il faut se rendre compte.

RENAISSANCE A LA BASE

Pourquoi ne dites-vous rien de la tentative de Contre le Courant de rassembler les diverses tendances d'opposition communiste qui existent en France? m'a-t-on demandé de plusieurs côtés.

C'est bien simple : d'abord parce que je n'y attache pas une énorme importance; ensuite parce que je n'attends rien de fameux d'une fusion au sommet; un mouvement révolutionnaire sain, qu'il s'étiquette communiste ou autrement, devra repartir d'en bas, localement, régionalement. C'est seulement quand existeront ces petits mouvements régionaux que la fusion au sommet pourra se faire. Elle ne le pourra d'ailleurs, naturellement, qu'entre courants ayant la même conception doctrinale.

Aussi convient-il d'attacher un intérêt particulier à la tentative que font Body et ses camarades de Limoges en publiant un hebdomadaire, La Vérité, dont le premier numéro est sorti le 22 septembre et en fondant une « Union des Travailleurs Révolutionnaires » de la région. Pas mal, ce premier numéro. Ils y indiquent sur quelles questions essentielles ils se sont séparés du parti communiste :

1^o Le bannissement des membres de l'opposition russe;

2^o La tactique appliquée par le parti aux dernières élections législatives;

3^o L'immoralité qui règne dans certains milieux communistes.

Dans ce même numéro, ils donnent un exemple frappant, un cas typique de cette immoralité. Le secrétaire de la région limousine du parti, un certain Perrin, produit de l'école de Bobigny, est convaincu d'imposture; le gaillard se targuait d'être un matin de la Mer Noire; après enquête menée par ses amis eux-mêmes, on constate qu'il était tranquillement au dépôt de Toulon en qualité de tailleur. Ajoutez à cela une histoire de prélèvement dans la caisse pour s'offrir une auto. Et tout cela supporté, couvert à plaisir par les dirigeants du parti et par les orthos de la région. Comme pendant, au secrétariat de l'Union Régionale unitaire, un ami de Perrin qui déclare que son état de santé ne lui permet pas d'autre boisson que l'absinthe. Le communisme est bien représenté à Limoges ! On comprend que la réaction produite sur les militants sérieux soit plus vive qu'ailleurs. Pourtant, je connais un certain nombre de régions où des camarades m'ont fait un tableau plus noir encore. Enfin, les militants de Limoges se sont rebiffés. Saluons leur geste et souhaitons leur bonne chance.

Déjà c'est Limoges, pendant la guerre, qui donna le premier signe de redressement. Faut-il voir, dans le fait qui s'y reproduit l'indication que le réveil général à la base n'est plus lointain?

Mais ce réveil ne saurait aller sans une clarification des points de vue; il y a dans l'opposition communiste au moins trois courants : l'un qui reste étroitement fidèle aux principes et à la tactique de l'Internationale

Communiste, qui n'impute qu'à des erreurs personnelles les fautes commises et qui continue à mettre le parti, un parti idéal, au-dessus de tout; un autre qui réduit l'ambition du parti et enfin un troisième qui regarde le syndicat comme le groupement supérieur de la classe ouvrière, qui trouve dans l'expérience de la Révolution russe et de l'Internationale communiste la confirmation de sa pensée que la classe ouvrière ne doit abandonner à personne le soin de penser, gouverner, lutter pour elle, sous peine de connaître une nouvelle exploitation et une nouvelle oppression.

A quel courant se rattachent les camarades de Limoges? Nous ne nous le demandons pas avant d'applaudir à leur initiative. Mais nous souhaitons qu'ils ne retombent pas dans les erreurs de ces dix dernières années.

P. MONATTE.

Parmi nos Lettres

Qué faire?

Un de nos amis, momentanément retiré pour des raisons de santé, mais qui n'en est que mieux placé pour juger d'ensemble, nous fait ces remarques :

Ne nous faisons pas d'illusions sur la misère et sur le peu de possibilités de l'époque, et sur le long temps que ça peut durer. On ne peut sans doute que laisser s'achever la putréfaction des partis, tout en surveillant la manière dont elle s'opérera et qui peut dépendre de bien des causes.

Je ne pense pas qu'on puisse, dans les circonstances actuelles, espérer un redressement vrai et efficace pour le syndicalisme. Alors?

Ce que vous pensez faire, et ce n'est pas rien, ce qui me semble s'indiquer le plus comme votre tâche propre, c'est une besogne en marge, de groupement et d'éducation : empêcher de s'éparpiller et de se perdre les quelques-uns, vieux et jeunes, qui ont quelque chose dans le ventre, qui ne sont ni des farceurs, ni des bavards, ni des ambitieux.

Nourrir et fortifier une telle équipe n'est pas commode. C'est lui demander en effet une activité d'esprit un peu détachée de l'action et qui, par suite, a un aspect mandarin et débilant. Mais ce ne sont pas des dangers très graves et la formation de cette équipe d'attente, de maintien, peut être dès maintenant utile et surtout devenir extrêmement précieuse pour des temps plus sains. Pour cela, appuyez donc fortement du côté études, revenez, en somme, le plus possible, à la formule de l'ancienne V. O., qui paraît l'action la plus utile aujourd'hui.

**

Jésuitisme prolétarien Quelques reproches, fondés ma foi! nous sont faits par un camarade qui estime que la rubrique « la Renaissance du syndicalisme », la plus importante à son avis, devrait être mieux faite :

On ne se donne pas la peine de réfléchir aux questions importantes qui se posent, pour les traiter comme des questions importantes, en les expliquant, les analysant et en conclusion, en gueulant sérieusement.

Ainsi encore dans le dernier numéro. Il résulte d'une phrase d'un article de Charbit et du fillet sur le Congrès

du Verre, que le resserrement, syndical ou fédéral, par industrie n'est pas appliqué par principe, mais simplement pour se débarrasser des gêneurs. On n'applique pas la résolution prise, malgré son caractère général, aux syndicats majoritaires qui s'y refusent; on l'applique aux syndicats minoritaires.

C'est une chose très importante, car elle montre sur le fait les manœuvres obliques par lesquelles on se débarrasse des non-orthodoxes. Eh bien! il ne faut pas parler de cela incidemment en quelques phrases noyées dans les trois pages de la rubrique, mais en parler comme d'une chose importante, faire tout un article sur ce point précis, en apportant toute la documentation nécessaire, et en engueulant, avec toute la force possible, ce « jésuitisme prolétarien ».

**

Maurice Kahn L'ami Amédée Dunois
et « Pages Libres » écrit à Monatte :

Ayant été tous les deux, il y a vingt ans et plus, les collaborateurs de Pages Libres, nous devons, j'imagine, adresser un salut à la mémoire de Maurice Kahn, dont j'ai appris ces jours-ci seulement la mort, qui remonte au mois de mai.

Il avait fondé Pages Libres en décembre 1900, avec Charles Guéysse et Georges Moreau, et les avait dirigées, d'abord en compagnie de Guéysse, puis tout seul, jusqu'à l'annexion par la Grande Revue. Pages Libres étaient nées, comme tu sais, du même mouvement spirituel que les universités populaires, du même besoin (sincère quelquefois), chez des fils de bourgeois authentiques, de se mêler au peuple, de l'initier aux acquisitions de l'intelligence, en même temps qu'aux saines méthodes par lesquelles on parvient à la possession de la vérité et par quoi s'ouvrira un jour, s'il s'ouvre jamais, le règne de la raison et de la science.

(Je relis la phrase que je viens d'écrire : elle contient quatre ou cinq mots — intelligence, méthodes, vérité, raison, science — qui feront bien rire, s'ils daignent y porter les yeux, nos ultra-marxistes de la dernière pluie : mais n'importe, n'est-ce pas, mon vieux?)

Maurice Kahn s'intéressait moins directement que Ch. Guéysse aux réalités du mouvement ouvrier. Dans Pages Libres, il s'était réservé le rayon littéraire, qu'il dirigeait avec un goût très droit, très sûr. Mais je témoigne que le syndicalisme révolutionnaire, le socialisme ouvrier, trouvait en lui un observateur intelligent et sympathique. C'est lui qui, en 1908 — Guéysse s'était déjà retiré — publia en volume les fameuses *Réflexions sur la violence, du père Sorel, le vivant petit Proudhon d'Ed. Droz, l'Apprentissage de Brizon et, un peu avant de quitter à son tour Pages Libres, il m'avait commandé un Blanqui, lequel, à l'état de notes informes, dort dans mes papiers : « Vous, du moins, m'avait-il dit, vous ne l'étuderez pas du point de vue démocratique de Geffroy, mais du point de vue du mouvement ouvrier d'à présent. » Et je me proposais, en effet, tout en tenant le plus grand compte des différences de moment historique et de milieu social, d'opposer notre théorie de la révolution par la grève générale, autrement dit par la masse ouvrière au préalable organisée, entraînée et instruite, à la théorie des coups de main et des insurrections par un petit nombre d'initiés.*

Depuis que Maurice Kahn était rentré dans la vie privée, nos rencontres étaient rares. La dernière fois, ce fut en août 1927, sur le quai de la gare de Bellegarde. Il était comme l'ombre de lui-même, se plaignait de perdre la vue, de n'être plus au courant de rien. Il avait à peu près cessé d'écrire. En 1924, pourtant, il avait publié une élégante plquette sur le père d'Anatole France, le libraire du quai Malaquais, et l'an passé, aux éditions Lemayet, dont il était l'un des directeurs, une savante

et fine étude sur France, qu'il admirait et qu'il aimait, et Emile Zola.

Une sombre fatalité poursuit les fondateurs de Pages Libres. Guicysse s'en est allé en pleine maturité, à la fin de 1919, si je ne me trompe, et voici que Kahn disparaît à l'âge de cinquante deux ans... Pages Libres les avaient tous deux, et depuis longtemps, précédés dans la tombe. Il est vrai qu'elles ne sont pas mortes tout entières, puisqu'en fondant la Vie Ouvrière — celle d'avant-guerre — tu en as recueilli à la fois les méthodes et l'esprit.

Mais Pages Libres, la Vie Ouvrière, les méthodes critiques transportées dans le mouvement ouvrier, l'indépendance intellectuelle mise au service du prolétariat — que c'est loin tout cela, que c'est loin, et comme le monde, autour de nous, est changé !...

**

A propos Un billet d'Edouard
du « Ciment » Berth :

Avez-vous lu le Ciment? Je trouve ce roman épatant, et il faudrait bien que quelqu'un l'analysât dans la revue et en tirât les enseignements capitaux qu'il contient — en particulier la lutte de l'ouvrier Glieb et des bureaucrates intellectuels du Parti, le conflit entre le travail et la bureaucratie. Et je ne parle pas du problème de la femme qui y est très bien posé aussi.

Le compte-rendu est prêt; si nous n'étions aussi à l'étroit, il aurait déjà passé.

**

La dictature Un camarade instituteur,
de la majorité du Rhône, me fait diverses
reproduites ici et auxquelles je répondrai brièvement :

Lu vos deux articles sur la Fédération de l'Enseignement. Pourquoi n'avoir pas au moins essayé de les publier dans l'Ecole Emancipée? C'est là qu'ils étaient nécessaires. Dans la R. P., ils ne touchent pas ceux qu'il faudrait. Comme la minorité de la Fédération, vous vous êtes résigné à la dictature de la majorité.

La minorité de la Fédération est sagement isolée des adhérents. La règle est l'étouffement de toute critique dans les bulletins départementaux et dans l'E. E. Et elle est très bien appliquée. Les adhérents du Rhône n'ont jamais rien lu concernant l'affaire Bordes.

La minorité peut-elle toucher individuellement les adhérents de la Fédération par son Action Syndicaliste? On lui a refusé les adresses des syndiqués; elle n'a pas réagi. Ainsi, elle est donc condamnée à végéter, sans pouvoir être anéantie, car on ne « bolchévisera » pas Cornec, Thomas, Marie Guillot, comme Bernard. Ils sont plus solides. On ne demande d'ailleurs pas à Bernard d'être orthodoxe. On lui laisse tous les droits, pourvu qu'il continue à garantir de son nom l'édifice branlant du syndicat unitaire du Rhône, tandis que Moulin agit à sa place. Bernard ne sera damné que le jour où on n'aura plus besoin de lui. Je ne sais s'il lira votre article, mais ça lui fera peut-être du bien.

N'étant pas membre de la Fédération de l'Enseignement, je n'étais qu'un simple invité à l'Ecole Emancipée, pendant la guerre et jusqu'à la bolchévisation. Aujourd'hui, pourrais-je invoquer cette ancienne qualité? Je n'ai aucun goût pour jouer les gens qui s'amènent à dîner alors qu'ils ne sont pas invités, au risque de se voir fermer la porte au nez.

Mais, je suis bien tranquille, si je n'ai pas touché assurément tous les gens qu'il faudrait toucher, quelques-uns au moins l'ont été, et Bernard est sûrement du

nombre. Je ne serais même pas surpris si un jour prochain il prenait la plume pour me répondre.

Isolée, étouffée, la minorité? Bien sûr. Et puis après? Qu'elle ne perde pas espoir, qu'elle continue à parler. On ne parle jamais dans le désert quand on n'a qu'un désir : bien servir le mouvement. Un jour ou l'autre on s'aperçoit qu'on n'a perdu ni son temps ni ses efforts. La dictature de la majorité communiste durera moins longtemps que les contributions. — P. M.

**

A vous, camarades A qui demander l'étude
fonctionnaires sur le syndicalisme des
fonctionnaires? A cette

question que nous nous posons après les grandes menaces de Poincaré, nous avons répondu : à Vallet, qui a vécu la grande offensive des pouvoirs publics après la grève des postiers de 1909. Vallet, étant souffrant, ne peut nous donner satisfaction. Sa lettre nous le fait très vivement regretter, mais déjà les lignes suivantes secoueront beaucoup de camarades :

Il n'y a pas de syndicalisme des fonctionnaires, de syndicalisme dans le sens primitif dépassant en vues générales et en potentiel révolutionnaire le plat corporatisme actuel, resté quelque peu proudhonien et mitigé d'anarchisme. Je sens bien que les fonctionnaires ne m'ont jamais compris ni suivi, même dans ma corporation. Ils sont accrochés à l'Etat; même les P. T. T. se sont volontairement fonctionnarisés, incorporés aux vrais fonctionnaires, à ceux qui détiennent vraiment une parcelle de la puissance étatique. Ils s'acoquinent avec les flics, les gardiens de prison, les juges, les gendarmes, les gens d'impôts, de douanes et de taxe, tous les suppôts de la grosse machine moderne-Etat, pourvu qu'ils en tirent intérêts, profits, avancement. Ils ne sont pas du tout pour la formation dans la démocratie d'un ordre ouvrier, d'une puissante opposition anti-bourgeoise et anti-étatiste de tous les travailleurs.

Ils ne comprennent rien à cela : ils sont fonctionnaires. On peut essayer de les dégager de leurs liens de servitude, ils reviennent à leur vomissement immédiatement pour de l'argent dont ils ont un besoin légitime, c'est vrai. Le syndicalisme ouvrier, s'il reste révolutionnaire, s'empêtré donc d'un boulet formidable avec la masse des fonctionnaires réclamant toujours de petits privilèges (avancements exceptionnels pour avoir été mobilisés, retraites plus copieuses, congés plus longs, tarifs réduits sur les chemins de fer, etc...), tous avantages payés en fin de compte par la non-fonctionnaires, grâce à l'incidence des impôts, par la masse salariée de l'industrie, par les ouvriers.

L'idée révolutionnaire ne peut trouver aucun appui chez les fonctionnaires, à part naturellement quelques militants qui marchent pour l'idée et qui se font les commis-voyageurs en profits pour la masse qui ne les suit que dans la mesure où elle tire parti terre-à-terre et immédiat de leur activité. Tout cela mérite d'être commenté longuement. Je ne le peux pas en ce moment, je suis trop fatigué. Il me faut penser et écrire à petite dose.

Il y a quelque chose aussi d'odieux à relever. C'a été la lutte des fonctionnaires entre eux autour de quelques millions octroyés par le Parlement pour le relèvement des traitements. C'est d'un grotesque et d'une inconscience dont tu n'as pas idée. Je reverrai tout ça petit à petit. Mais ne vous illusionnez pas sur l'action d'ensemble des fonctionnaires. Quant au statut ils s'en foutent totalement en général. Et même ceux qui protestent n'en comprennent pas le sens. Ils ne craignent qu'une chose c'est que le statut les empêche d'obtenir la revalorisation totale des traitements.

Après le Sixième Congrès de l'I. C.

La Guerre n'est pas là !

La « politique internationale » n'a vraiment pas chômé ces temps derniers. Parmi les conflits, grands et petits, que couve le monde capitaliste, il n'en est guère qui n'aient donné lieu, au cours de ces dernières semaines, à des événements symptomatiques.

Récapitulons les principaux de ces événements en suivant autant que possible l'ordre chronologique.

LE CONFLIT DU PACIFIQUE

Les troupes nationalistes chinoises pénètrent à Pékin. Par là, les Sudistes deviennent les maîtres, au moins nominaux, de toute la Chine. Que vont faire les Puissances ? Certes, font dire par leur presse à peu près toutes les Puissances européennes, elles ne reconnaîtront jamais cette bande d'aventuriers, ces usurpateurs, dont le premier acte est de vouloir dénoncer les traités imposés à la Chine par la force sous l'Ancien Régime, et par lesquels les États européens prétendent que la Chine s'est liée pour l'éternité. Et c'est ce qui se dit aussi au Japon ; mais au Japon on ne se contente pas de parler, on se prépare à agir. Les événements du Chantoung ont déjà fourni aux troupes japonaises le prétexte d'occuper une bonne partie de cette province si convoitée, sous couleur d'assurer la protection du chemin de fer ; il n'y a qu'à continuer. Nankin ayant, aussitôt après la prise de Pékin, dénoncé le traité « inégal » qui liait la Chine au Japon, celui-ci annonce, en termes à peine voilés, une vaste intervention militaire. Mais, patatras ! dès le lendemain, alors que toutes les autres Puissances continuent à jurer leurs grands dieux qu'elles ne reconnaîtront pas le nouveau gouvernement, les États-Unis adressent à ce même gouvernement une note où ils lui parlent comme au gouvernement régulier. C'était à peu près comme si le Japon traitait de ses affaires avec le Nicaragua avec le « rebelle » Sandino ! Ceux qui n'étaient que de simples « rebelles » pour le Japon, devenaient pour les États-Unis le pouvoir légitime.

Les Japonais comprirent. Donner suite à leur projet d'intervention en Chine, c'eût été la guerre avec les États-Unis. Le Japon recula. En 48 heures, le branle-bas de combat s'était transformé en un calme complet. Et au moment où j'écris, on en est à l'épilogue : l'armée nationaliste est en train de nettoyer la province du Chantoung des troupes de Sun-Chuan-Fang, le général nordiste du Chantoung, que les troupes japonaises ne sont plus capables de protéger. Même le Chantoung est perdu pour le capitalisme japonais, cela de par le veto du capitalisme américain.

Episode bref, mais combien caractéristique du conflit Japon-Amérique ; à ranger dans l'histoire des préliminaires de la future guerre du Pacifique.

LE CONFLIT DE L'ADRIATIQUE

Après le conflit du Pacifique, celui de l'Adriatique.

Depuis dix ans, depuis le jour de l'armistice, le conflit italo-yougoslave n'a pas cessé, peut-on dire, d'affecter une forme aiguë.

La question de l'Adriatique a remplacé celle du Rhin. Durant des siècles, la politique européenne a gravité autour de cette question : lequel des deux peuples qui avoisinent le Rhin, Français et Allemands, le dominera ? Qui sera le maître de cette grande voie de sortie sur la mer du Nord, cette voie de déblocage de l'Europe centrale par le Nord ? Aujourd'hui, tend à s'y substituer la question : lequel des deux peuples riverains de l'Adriatique, Italiens et Slaves du Sud, dominera l'Adriatique ? Qui sera le maître de cette grande voie de sortie sur la Méditerranée, cette voie de déblocage de l'Europe centrale par le Sud ?

Les dernières manifestations de cet état chronique d'affections aiguës, on se les rappelle : c'est d'abord en plusieurs villes de la région la plus touchée par les accords de Nettuno, des manifestations anti-italiennes à propos de la ratification de ces accords, d'où demande de réparations de l'Italie, à laquelle Belgrade, affaiblie par la sécession croate, ne peut qu'accéder. Puis, poursuivant son avantage, Mussolini consolide son protectorat sur l'Albanie, par la consolidation d'Ahmed Zogou, devenu par sa proclamation comme roi, premier d'une dynastie. Nouvelle couleuvre que Belgrade ne peut qu'avaler difficilement.

LE CONFLIT DE L'ATLANTIQUE

Un claironnant communiqué de « notre » ministre de la Marine, le légataire lèche-cul dont la présence était toute indiquée dans le ministère d'Union Nationale, annonce un beau jour au monde que la France et l'Angleterre se sont entendues pour leurs armements navals. Une déclaration de Chamberlain aux Communes, vient bientôt confirmer le fait, les deux ministres se refusant d'ailleurs à publier le texte de l'accord intervenu.

Qu'est-ce que c'est que ça ? Un accord franco-anglais sur la marine, qui s'est conclu sans que l'Amérique en sache rien ! Un accord entre les deux plus puissantes marines européennes ! Que se cache-t-il là-dessous ? Est-ce déjà la coalition de l'Europe contre les États-Unis ? Pas de ça. Et Washington de riposter avec la même promptitude et la même vigueur que dans l'affaire de Chine.

L'Empire britannique est un colosse, mais un colosse aux pieds d'argile. L'Amérique peut compter

sur des alliés au sein même de l'Empire. Elle s'empresse de le rappeler à Londres sans la moindre discrétion. L'Égypte appartient bien en fait à l'Empire britannique, mais théoriquement elle est un État indépendant. Affirmons son indépendance. Déclarons-lui officiellement que nous la considérons bien comme un État indépendant, afin que, si un jour elle veut transformer son indépendance théorique en indépendance réelle, elle sache bien qu'elle peut compter sur notre appui. D'où, première réponse au pacte franco-anglais : les États-Unis proposent à l'Égypte directement, sans même en prévenir l'Angleterre, tout comme ils auraient fait avec n'importe quel État véritablement indépendant, je ne sais quel traité d'amitié ou d'arbitrage. De même qu'elle avait quelques jours auparavant proclamé la légitimité du gouvernement de Nankin, l'Amérique proclame maintenant l'indépendance de l'Égypte.

Londres cependant n'a pas l'air de comprendre, ou plutôt ne veut pas avoir l'air de comprendre. Alors on récidive. Second rappel de la faiblesse de l'Empire britannique, mais cette fois plus près de Londres, à quelques milles tout juste de la côte anglaise — à cette distance Londres entendra peut-être mieux. Donc, profitant de la « mise hors la loi » de la guerre, cette admirable fumisterie qui ne pouvait être imaginée et mise en scène que par un roi des fumistes comme notre vieux copain Briand, Kellogg, avant de s'en retourner en Amérique, n'a évidemment pas une minute pour aller en Angleterre, ni même dans tout autre pays, sauf... en Irlande, où il est reçu comme un frère et acclamé comme un sauveur.

A seule fin de rappeler à Londres que si l'Irlande a fini par vaincre l'Angleterre, c'est grâce à l'aide considérable qu'elle n'a cessé de recevoir des États-Unis, seconde patrie des Irlandais, et de montrer aussi que si les Irlandais d'Amérique sont pour la plupart de grands électeurs du parti démocrate, tous les Américains, les Républicains comme Kellogg aussi bien que les Démocrates, peuvent compter sur la reconnaissance de l'Irlande, le jour où l'Amérique aurait à régler ses comptes avec l'Angleterre.

Mais décidément le capitalisme britannique est un fort vieux Monsieur. Il a l'oreille dure, beaucoup plus dure que le jeune Japonais. Les menaces contre l'intégrité de son Empire n'arrivent point à l'émouvoir. Il faut donc une attaque plus directe, sur un point plus immédiatement sensible. Rien de plus facile !

Depuis de longs mois déjà, la livre sterling ne se maintient au pair du dollar que grâce à l'appui des banques américaines, et notamment de l'organe central des banques d'émission américaines, le Federal Reserve Board. Dès lors, le 7 septembre on pouvait lire dans les journaux financiers la nouvelle suivante :

La livre sterling a fléchi à nouveau hier à 4,85 7/32 dollars contre 4,85 1/4; d'après le correspondant du *Financial News* à New-York, la baisse de la livre est attribuée à la cessation du soutien qui était apparent jusqu'à présent et qui était dû à la coopération du Federal Reserve Board.

Le lendemain, la livre sterling descendait jusqu'à 4 doll. 85, et le surlendemain... les journaux anglais

(dont le « Daily Telegraph », l'organe officieux du ministère anglais des Affaires Étrangères) annonçaient que l'Angleterre renonçait au pacte franco-anglais sur les armements navals. A vrai dire, un démenti intervenait comme toujours en pareille matière, mais, comme toujours également, un démenti qui confirmait plutôt qu'il n'infirmit, un démenti qui signifiait que l'Angleterre tâcherait le plus possible de sauver sa face, mais qu'elle acceptait, dès maintenant, d'en passer par où les États-Unis voudraient. Et la livre cessait de baisser.

Comme par la reculade du Japon s'était achevé l'épisode que nous avons dit du conflit du Pacifique, par la reculade de l'Angleterre s'achevait cet épisode du conflit de l'Atlantique.

L'ANSCHLUSS

Il ne nous reste, pour achever cette revue, qu'à parler de l'évènement qui, de tous, a peut-être fait le plus de bruit, mais qui est, sans nul doute, de beaucoup le moins important, je veux dire : le discours de Briand à Genève en réponse à Müller.

Cette réponse agressive a eu lieu en même temps qu'étaient entamés des pourparlers relatifs à l'évacuation anticipée de la Rhénanie. Cela seul suffit à montrer que ce qui a motivé le discours de Briand, ce n'est point du tout la vieille querelle du Rhin, mais autre chose. L'attitude de la presse française durant les mois précédents montre ce qu'est cette autre chose : c'est l'Anschluss, le projet de réunion de l'Autriche à l'Allemagne.

Cette importance donnée par la France officielle à l'Anschluss demande un mot d'explication.

Il est manifeste que si l'on se place à un point de vue général, le point de vue où prétendent se placer, pour la galerie, les hommes politiques, la réunion de l'Autriche à l'Allemagne a beaucoup moins d'importance pour la France que l'occupation du Rhin ou le paiement des réparations. Que l'Autriche soit partie intégrante du Reich allemand, comme elle le désire, ou qu'elle soit l'alliée de l'Allemagne, par la langue, le cœur et la raison, comme c'est le cas dès maintenant, l'Allemagne n'en sera ni plus, ni moins forte. Dans les deux cas, Allemagne et Autriche sont un bloc ; dans les deux cas c'est contre elles deux qu'on aurait affaire en cas de guerre. Et cependant, alors que dans l'affaire de la Ruhr, où il s'agissait, ostensiblement tout au moins, de sécurité et de réparations, les partis bourgeois français ont été divisés, dans la question de l'Anschluss ils forment bloc. Depuis les manifestations pour le centenaire de Schubert, c'est un chœur unanime et bien réglé dans toute la presse bourgeoise. Le « Quotidien » et l'« Œuvre » font chorus avec l'« Avenir », quand ce ne sont pas eux qui l'entraînent.

La raison en est simple. A la politique de la Ruhr, à ce qui constituait la raison réelle de cette politique, une fraction, et une fraction seulement, du haut capitalisme français avait intérêt. Nous l'avons longuement exposé à l'époque. La Ruhr était affaire de métallurgistes et de métallurgistes seulement ; c'était l'affaire exclusive du Comité des Forges et de sa banque l'Union Parisienne. L'autre grand groupe financier français, la Banque de Paris et des Pays-Bas n'était pas intéressée à la Ruhr, et était gênée par la tension franco-allemande. D'où son interven-

tion décisive pour assurer la victoire du cartel des gauches aux élections de 1924.

Pour l'Anschluss la situation est toute différente. Au lendemain de la guerre, la Banque de Paris et l'Union Parisienne se sont constituées chacune une filiale en Europe centrale, la Banque des Pays de l'Europe Centrale pour la première, l'Union Européenne pour la seconde. L'activité de ces filiales s'applique à toute l'Europe centrale : Autriche, Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne même, mais le centre de cette activité est Vienne, capitale de l'Autriche. Vienne a, en effet, conservé de son ancienne splendeur, le privilège d'être restée la métropole financière de tous les pays qui constituaient l'empire austro-hongrois. La Bourse de Vienne est restée la clef de la domination financière sur l'Europe centrale. Or, si l'Autriche est rattachée au Reich, ou bien Vienne, ce qui est le plus probable, perdra son rôle de grand marché financier pour l'Europe centrale, ou, si elle le garde, la finance allemande aura toutes facilités pour s'y établir en maîtresse. Dans les deux cas, c'est un avenir gros de danger pour la Banque des Pays de l'Europe Centrale et pour l'Union Européenne, toutes deux maintenant solidement installées à Vienne.

La Banque de Paris et l'Union Parisienne courent le même danger, l'« union sacrée » s'est spontanément réalisée. Chacune a fait marcher son parti, la Banque de Paris le parti radical, et l'Union Parisienne le parti réactionnaire, et le commis commun, Briand, a été chargé de « prononcer au nom de la France » l'avertissement que l'on sait.

**

Ainsi, ces mois derniers nous ont fourni comme une revue de tous les conflits possibles, aussi bien les conflits de l'ancien genre, les conflits internes de l'Europe, entre puissances plus ou moins limitrophes, et d'autre part, les conflits nouveau style, les conflits entre continents (Amérique et Asie, Amérique et Europe). Mais une question d'intérêt immédiat se pose : Ces conflits sont-ils des conflits mûrs ? Vont-ils devenir des conflits armés un jour prochain, ou au contraire, s'agit-il d'antagonismes qui ne sont encore qu'à leurs débuts, qui ont besoin encore d'un long développement avant d'aboutir à la guerre ?

Pour cela, examinons-les successivement.

AVEC LE CARTEL DE L'ACIER PAS DE CONFLIT FRANCO-ALLEMAND POSSIBLE

Et d'abord écartons-en un qui n'est pas sérieux : le conflit franco-allemand. Il n'y a plus de conflit franco-allemand. Du jour où le Cartel de l'Acier a été constitué (en langage diplomatique, on appelle ça Locarno), le conflit franco-allemand a pris fin. En ce qui concerne la France et l'Allemagne, la guerre a été exclusivement une question de hauts-fourneaux. Elle s'est terminée il y a trois ans par l'accord entre les hauts-fourneaux rivaux, appelé Cartel de l'Acier. Tant que le Cartel de l'Acier tiendra, et il n'y a pas de raisons de supposer qu'il ne tienne pas, il ne saurait y avoir un conflit franco-allemand. Il peut y avoir des tiraillements, des discussions, des conflits sur des points particuliers, mais pas un conflit.

La question de l'Anschluss est le type de ces di-

vergences secondaires qui peuvent s'élever même entre alliés, sans pour cela en faire des ennemis. Si intéressante, en effet, que soit pour la Banque de Paris et l'Union Parisienne, l'existence d'une Bourse viennoise indépendante de l'Allemagne, cela n'a tout de même rien de comparable comme importance, à la nécessité où se trouvait la métallurgie lorraine d'avoir du coke, et la métallurgie rhénane d'avoir du minerai. Il s'agissait là d'intérêts industriels, donc matériels, concrets, liés au sol, qui, s'ils ne sont pas satisfaits, entraînent purement et simplement la mort de l'industrie considérée ; dans la question de l'Anschluss au contraire, il n'y a que des intérêts financiers, bancaires, questions d'argent qui ne sont pas mortelles. Chassées de Vienne, la Banque de Paris et l'Union Parisienne porteront leurs capitaux ailleurs. Pour des intérêts purement financiers, on rouspète, on menace, on fait discourir Briand, mais on ne fait pas la guerre ; on ne fait la guerre que pour des intérêts liés au sol, des intérêts territoriaux, comme ceux de l'industrie.

PAS DE GUERRE ENTRE PUISSANCES SECONDAIRES SANS LA PERMISSION DES GRANDES PUISSANCES

Le conflit italo-yougoslave est plus sérieux. Qu'il y ait entre ces deux pays un conflit de base, nul ne saurait le nier. Qu'en outre, Mussolini serait très heureux de se tailler un succès militaire, c'est non moins certain. Mais il y a une difficulté, une grosse. En cas de guerre entre l'Italie et la Yougoslavie il est radicalement impossible à l'Etat français de rester neutre, de ne point se ranger aux côtés de la Yougoslavie. Toute la situation de la bourgeoisie française en Europe orientale, et par voie de répercussion, dans toute l'Europe, en dépend. Guerre de l'Italie contre la Yougoslavie, c'est donc guerre de l'Italie aussi contre la France, guerre que l'Italie ne peut faire seule, qu'elle ne peut faire qu'avec une grande Puissance comme alliée, c'est-à-dire en déclanchant une nouvelle guerre de 1914, une guerre entre les grandes Puissances européennes. Or, il est bien évident que celles-ci ne sont point du tout disposées à faire la guerre. Elles n'ont d'abord aucune raison de la faire. Les trois grandes Puissances, Angleterre, Allemagne, France, tendront au contraire, sans doute, à former de plus en plus un bloc compact, leurs divergences d'intérêt devenant de plus en plus secondaires à côté du lien que forgera entre elles la lutte contre l'ennemi commun, l'Amérique, et elles sont également bien secondaires à côté de la certitude où sont les grandes Puissances qu'une nouvelle grande guerre entraînerait la révolution européenne. Boukharine n'est pas seul à savoir que la guerre, c'est la Révolution ; la bourgeoisie le sait aussi. Les souvenirs d'octobre 1917, de novembre 1918, de la Triple-Alliance anglaise, de l'occupation des usines italiennes, etc., sont encore trop frais à sa mémoire.

Le conflit italo-yougoslave appartient à ces conflits secondaires, entre puissances secondaires, qui ne peuvent se résoudre en guerre qu'avec la permission de toutes les grandes Puissances, ou en entraînant dans la guerre les grandes Puissances elles-mêmes. Or, l'une, au moins, des grandes Puissances ne permettra pas une guerre contre la Yougoslavie,

et les grandes Puissances ne veulent point entrer en guerre entre elles. Sauf le cas où les grandes Puissances seraient résolues à écraser le fascisme, la guerre italo-yougoslave ne se produira pas.

LES CONFLITS DE CONTINENTS NE SONT PAS ENCORE MURS

Restent les deux conflits cardinaux : Japon-Etats-Unis, Angleterre-Etats-Unis.

Pour que des conflits, et surtout des conflits de première grandeur comme ceux-là, deviennent des conflits armés, deux conditions sont nécessaires.

D'une part, il faut que l'antagonisme ait atteint un développement suffisant ; d'autre part, il faut que les Etats, après avoir pris conscience que cet antagonisme ne peut se résoudre que par la guerre, aient eu le temps de prendre les mesures diplomatiques et militaires qui peuvent leur permettre d'affronter la lutte avec des chances de victoire.

Dès la fin du siècle dernier la concurrence commerciale de l'Allemagne était sensible pour l'Angleterre, et les métallurgies rhénane et lorraine étaient nées avec déjà leurs besoins antagonistes ; cependant aucun de ces antagonismes n'était encore assez développé pour entraîner alors la guerre. Et, d'autre part, ce ne fut qu'après avoir bâti la Triple-Entente, poids équivalent à la Triple-Alliance, ce qui lui demanda dix ans, que Londres risqua la guerre.

Or, en ce qui concerne le conflit Europe-Amérique, aucune de ces deux conditions n'est encore satisfaite. À part peut-être l'Angleterre, il n'est pas encore de pays européen qui réalise pleinement l'antagonisme américain. Au point de vue commercial, la concurrence américaine en Europe même n'est guère encore sensible, sauf dans les industries très particulières qui ne touchent pas profondément à la vie économique du pays, quoique, par exemple, la concurrence de l'automobile américaine en France sorte déjà de ce cadre (1). Pour la plus grande partie de l'Europe, les Etats-Unis n'apparaissent guère encore que comme des bailleurs de fonds ; or, on n'est pas l'ennemi de celui qui vous prête de l'argent au moment où il vous en prête, on ne le devient qu'ensuite, le jour où, fort de ses créancés, le prêteur manifeste ses exigences. Ce jour n'est pas encore venu. Or, l'Angleterre ne peut risquer la guerre avec les Etats-Unis que quand elle aura agglutiné autour d'elle toute l'Europe, ou tout au moins les parties essentielles de l'Europe. Du fait que l'Europe Continentale ne s'aperçoit pas encore qu'elle est en train de passer sous la domination américaine, ce travail d'unification de l'Europe contre l'Amérique ne peut même pas être commencé.

Pour le conflit Japon-Amérique, l'antagonisme a certes, depuis longtemps atteint un degré de développement suffisant. Ce n'est pas d'hier qu'il date, mais de bien avant la guerre. Et le développement des événements de Chine ne fait que le rendre de plus en plus brûlant chaque jour.

Mais, comme l'Angleterre, le Japon ne peut faire seul la guerre aux Etats-Unis. Il ne s'agit pas tant

d'une différence dans la quantité de population ; la valeur militaire du Japonais permettrait sans doute de compenser son infériorité numérique. Il s'agit surtout de ce que, sur son territoire exigu, le Japon ne possède que fort peu de matières premières, et en particulier, fort peu de ces deux matières premières essentielles à toute guerre, et surtout à une guerre maritime : le fer et le pétrole. Même du charbon, il n'en a qu'en quantités assez restreintes, et d'assez mauvaise qualité. Ces matières premières, dont les Etats-Unis sont si abondamment pourvus, elles existent aussi en Asie, elles existent à la porte même du Japon, mais non au Japon : elles sont en Chine.

Le Japon ne peut donc tenter la grande aventure qu'une fois qu'il se sera acquis le concours de la Chine, et d'une Chine suffisamment industrialisée ; il ne peut lutter à armes égales contre l'Amérique qu'à la condition de réaliser autour de lui le bloc du monde jaune. Or, à la réalisation de ce bloc, par sa politique absurde à l'égard de la Chine, le Japon tourne actuellement, diamétralement le dos.

Ce n'est qu'après un revirement complet de la politique japonaise et après que la nouvelle politique aura duré suffisamment de temps pour faire tomber les préventions chinoises, que la guerre du Pacifique pourra être envisagée.

PAS DE GUERRE AVANT DIX ANS MINIMUM !

Ces cas éliminés, où y a-t-il encore des possibilités de guerre ?

Sont possibles, nous l'avons déjà implicitement indiqué, des guerres locales, entre Etats tout à fait secondaires comme les Etats baltiques ou balkaniques, à condition que ces guerres se produisent avec l'autorisation des grandes Puissances, à condition qu'elles soient telles que les grandes Puissances ne risquent point d'être amenées à y participer.

Il peut y avoir également une guerre ou une tentative de guerre des Etats bourgeois contre l'U. R. S. S., mais cela « seulement si la Révolution russe reprenait son cours ». Sous Thermidor, une guerre contre l'U. R. S. S. est inconcevable. Les bourgeois ont suivi et suivent avec la plus grande attention l'évolution de la politique intérieure russe. Ils n'ont pas caché leur satisfaction de l'exil de l'opposition, qu'ils ont considéré avec raison comme une mesure nécessaire au retour de l'U. R. S. S. au bercail capitaliste ; ils connaissent et enregistrent toutes les mesures successives de retour au capitalisme, dont particulièrement la dernière, le rétablissement des droits du propriétaire, a trouvé l'accueil le plus empressé dans leurs journaux. Dans ces conditions, pourquoi iraient-ils faire la guerre ? Pourquoi se chargeraient-ils de liquider le communisme en Russie, alors que Staline s'en acquitte si bien ?

Ainsi donc, s'il est certain que des antagonismes considérables sont en voie de développement au sein du monde capitaliste, s'il est certain que ces antagonismes conduisent à des guerres formidables auprès desquelles la dernière ne fut guère que jeu d'enfants, il est non moins certain que la guerre n'est pas pour demain. Sauf les deux exceptions qui viennent d'être indiquées, guerre localisée entre petits Etats et guerre capitaliste contre une Révolution russe renaissante, mettons qu'il est certain qu'il n'y

(1) Il a déjà paru dans certains journaux quelques annonces d'agents de marques françaises contre les marques américaines, qui rappellent les campagnes de Michelin contre Continental, le pneu allemand.

aura pas de guerre avant dix ans, et qu'il est très probable qu'il n'y en aura pas avant vingt ans.

Il est certain que le monde bourgeois abandonne de plus en plus complètement, dans tous les domaines, le libéralisme du siècle dernier, il est certain qu'il n'est pas une loi, une jurisprudence, une pratique administrative nouvelles qui ne tendent à la négation des principes de liberté individuelle et d'égalité juridique, au nom desquels la bourgeoisie avait combattu et avait vaincu. Que le monde bourgeois aille donc actuellement du libéralisme vers une sorte de fascisme, c'est bien évident ; il était cependant absurde de crier en 1924 en France : « le fascisme est là », et de faire d'une lutte armée contre des groupes fascistes imaginaires, l'axe de sa politique. Pareillement, bien que le monde bourgeois aille d'une façon non moins certaine à la guerre, il n'est pas moins absurde de crier aujourd'hui « la guerre est là », et de faire de la préparation à la lutte contre une guerre dont on ne sait même pas entre qui elle éclatera, l'axe de sa politique immédiate, comme vient de le décider l'Internationale communiste.

Absurde en soi, mais, il est vrai, pas absurde au point de vue des intérêts de Staline et consorts, qui tentent ainsi de masquer, par l'annonce d'un événement sensationnel et imaginaire, leurs trahisons quotidiennes dans le domaine du positif et du réel.

R. LOUZON

A travers les Livres

André Gide : VOYAGE AU CONGO. RETOUR DU TCHAD (Nouvelle Revue Française).

Après bien d'autres littérateurs, André Gide a été attiré par les pays coloniaux ; il s'en est allé visiter l'Afrique Equatoriale Française, du Congo au Tchad. Et il en rapporte deux forts volumes, avec notes et appendices.

Forêts vierges, arbres géants, crocodiles et hippopotames, poids du soleil, diaprures des ailes de papillons : tout ce qui constitue le paysage exotique tient beaucoup de place dans la relation d'André Gide. Fort heureusement, ce n'est pas tout. Dans le paysage, Gide n'a pas oublié de camper les hommes : les noirs, les blancs et cette autre race : le littérateur en voyage. Malgré des manies qu'il étale, il faut avouer que le littérateur en voyage est sympathique quand ce ne serait que pour ce mot : « Moins le blanc est intelligent, plus le noir lui paraît bête ». Aussi André Gide s'est-il appliqué à deviner les nègres et à ne pas les trouver bêtes. Mille remarques accidentelles nous aident à deviner la mentalité primitive — et il y a des pages tout à fait remarquables sur l'habitation congolaise et sur les chants des indigènes.

Mais surtout Gide a su nous faire pénétrer jusqu'au confluent tragique : celui où l'humanité blanche se jette dans l'humanité noire. Tourbillon écumeant. Ecume sale. Chacun s'en doute, mais il faut lire ce témoignage d'artiste sans parti pour remettre autour de notre opposition au colonialisme une chair neuve et pantelante.

Voici les brutalités individuelles ; ce qui n'est rien encore.

Voici dans toute sa splendeur, le régime du travail forcé.

Voici les insuffisances de l'administration coloniale qui permettent à la bestialité individuelle de se déchaîner systématiquement.

Voici les toutes puissantes compagnies à monopole et la collusion de certains fonctionnaires avec les compagnies qu'ils devraient surveiller.

Et les résultats : dépeuplement effrayant de la colonie. Pour une région, Gide nous apporte ces chiffres officiels : Naissances en 3 ans : 263. Décès en 3 ans : 597. Ailleurs, le voyageur nous dit qu'il n'ose pas donner les chiffres de mortalité !

Gide s'efforce à plusieurs reprises d'enlever à ces constatations une portée trop générale et le souci de se désolidariser des « mauvais esprits » le poursuit. Sa critique n'a rien de commun avec celle des révolutionnaires. Evidemment.

Et pourtant rien ne peut faire que nous n'associons son témoignage à ceux d'autres voyageurs : Lucie Cousturier (Mes inconnus chez eux) ; Roland Dorgelès (la Route Mandarine), Léon Werth (Notes d'Indo-Chine) et que nous ne constatons que, partout, des rangs indigènes monte une plainte émouvante contre le régime colonial. Sans doute au Congo le mal est-il plus profond (ne pas oublier pourtant que Dorgelès prédit aussi la fin prochaine des tribus primitives indo-chinoises), plus les peuples sont arriérés plus le contact des blancs est « tuant » pour eux. Le problème n'est pas simple bien qu'il soit enserré dans un petit nombre de données : le blanc va dans les colonies malsaines pour s'enrichir « vite » (car le climat le grette) ; il ne peut y arriver qu'en exploitant dur : vendre cher, acheter bon marché (et alors comment le premier peut-il devenir un client?) d'où refus du travail, travail forcé, misère, maladies, dépeuplement, et alors que deviendra la colonie sans ses travailleurs?

Ou bien le colon sera empêché de faire fortune et il n'ira plus risquer sa peau sous le soleil équatorial.

Cherchez des moyens/termes, dosez la rapacité permise des blancs avec les risques qu'ils courent, mettez des fonctionnaires nombreux, capables, honnêtes, il n'en reste pas moins qu'il faut faire large part au travail forcé et à la mort. Combien de cadavres y aura-t-il le long de la voie ferrée de Brazzaville à Pointe-Noire? Cadavres « utiles », dira-t-on; pas d'omelettes sans casser les œufs... etc... Bien sûr, on nous a dit ça lorsque pendant la guerre nous jouions le rôle d'œufs — mais cette omelette qui en a vu finalement la couleur? Il en sera de même de l'omelette coloniale en préparation : beaucoup d'œufs cassés, bien peu de mangeurs...

Au-dessus de tous les systèmes, de tous les partis, il nous semble qu'une évidence crève les yeux : l'impossibilité profonde de jeter en peu d'années des peuples primitifs dans le torrent de notre civilisation ; on ne franchira pas avec des Congolais en cinquante ans ni en cent le chemin que nous avons parcouru en plusieurs milliers d'années (même dans nos pays blancs, depuis que le rythme civilisateur s'est accéléré, que d'inadaptés !)

Les fruits que l'on « force » dans les serres n'ont que des apparences, les enfants que l'on mûrit trop tôt sont fiétrés et vidés encore jeunes. Malheur aux peuples que notre inintelligence veut « forcer ». — B. GLAUFFRET.

Paul Monet : ENTRE DEUX FEUX (Rieder, édit.).

L'auteur, ancien officier d'artillerie coloniale, « s'est consacré au développement moral des Annamites » en vue d'établir un rapprochement entre les Français et le peuple indochinois.

Brave homme, mais naïf, Paul Monet est le type du bourgeois idéaliste et bêlant. Il s'étonne, en se lamentant tout au long des 420 pages de son livre, de n'avoir été, ni soutenu par le gouvernement français ni reçu d'enthousiasme par les Annamites. Sous forme de rapport à Varenne, dont il approuve en gros l'action de gouverneur général, il exprime ses déceptions, critique

avec assez de vigueur les coloniaux explorateurs, et malmène les indigènes concussionnaires et veules. Défendant Varenne contre les attaques de la clique coloniale (où brillent les aventuriers à particule), il définit, sans le vouloir, le rôle véritable du socialiste opportuniste : « Le Comité de l'industrie et du commerce d'Indochine, écrit-il, comprit que l'ordre salutaire aux affaires était du côté du gouverneur général, et qu'en somme la politique libérale que celui-ci voulait prudemment appliquer, était, sans doute, la plus propre à empêcher un désastre plus grand en ouvrant une soupape de sécurité pour éviter l'explosion ».

Mais le principal intérêt du livra réside sans conteste dans les articles, qu'un journaliste annamite, M. Duong-Van-Loi fit paraître dans l'« Echo annamite » en réponse aux conférences de Paul Monet, et que cite ce dernier. Autant le Français se laisse bercer par le ronron des phrases sentimentales et idéalistes, autant l'Annamite est précis et ne se laisse pas abuser par les apparences. L'envoi d'un gouverneur socialiste avait éveillé bien des espoirs chez les Indochinois, mais ils se sont vite rendu compte que la réaction coloniale était bien plus forte que le gouverneur et que celui-ci ne pourrait que les abreuver de discours endormeurs. Monet et Duong-Van-Loi sont d'accord pour constater chez les Annamites les désirs d'indépendance. « Nos compatriotes, écrit Duong-Van-Loi, se sont ressaisis, se sont aperçus de leur erreur de s'en rapporter toujours et en tout à l'Etat-providence. Ils ont enfin compris que leur élévation morale et économique dépend d'eux-mêmes... Ils ont compris que leur salut réside en une solide organisation économique. »

Deux voies se présentent aux Annamites : la collaboration avec les Français ou leur éviction par la révolte. Il ressort du livre d'un Français, placé entre les deux feux, que le peuple d'Indochine s'est nettement engagé dans la deuxième voie. — L. B.

**

René Jadot : L'ECOLE CONTRE LA SOCIETE,
« L'Eglantine », Bruxelles, 1927.

Partant de ce fait que l'école actuelle vise essentiellement à former des individus égoïstes excités par les classements, les récompenses, à se jalouser et à parvenir, l'auteur tente d'abord une critique de cet individualisme scolaire tout à fait propre à préformer des arrivistes. Au lieu d'être un monde de libre activité, ouvert sur la vie, l'école est un milieu artificiel. Des esprits contraints y travaillent sans liaison et sans goût à des tâches imposées.

Pour réagir contre cette pédagogie-type dont on trouve encore bien des traces, l'auteur essaie de définir une Ecole qui serait vraiment un petit milieu social. Elle habituerait l'enfant au labeur collectif, elle l'inviterait à contracter, dans le travail par équipes, dans la pratique de la coopération scolaire, des qualités d'être social préparé aux tâches communes de plus tard. Une telle école, dont existent déjà des ébauches, serait vivante dans la mesure où elle permettrait le déploiement de la sociabilité enfantine qui se manifeste si curieusement et si spontanément dans le jeu.

Ce petit ouvrage, qui ne prétend pas à l'originalité, pourrait être un bon précis d'initiation. Le point de départ en est très fécond. Mais il faudrait que l'auteur affermit la doctrine qu'il en tire et n'ait pas peur de se mettre à l'école du socialisme dont il se réclame discrètement.

Sans doute l'école révolutionnaire devra utiliser, comme elle se met à le faire, les travaux des pédagogues et psychologues bourgeois, mais elle serait frappée de stérilité si elle ne définissait pas fermement son propre système. S'il n'avait pas craint de se tourner vers

la Russie, notre auteur aurait pu y voir déjà réalisations et promesses de l'Ecole du Travail. L'attachement qu'elle montre pour l'étude du milieu social lui aurait fourni un exemple de ce qui peut solidement rapprocher l'école de la vie. Quand il cherchait, dans ses « Réflexions », les principes d'une éducation syndicaliste, Albert Thierry faisait déjà preuve d'un fervent réalisme de classe moins confiant dans la doctrine que la pédagogie soviétique.

Sortir de l'individualisme scolaire, c'est déjà bien. Mais il faut savoir à quoi s'accrocher. Vouloir réaliser en réduction et dans l'abstrait une société imprécise ne ferait qu'une école sans âme, une école de velléités. Il faut que le milieu scolaire se rapproche du travail, avec une prudence qui n'empêche pas la passion. — A. RICHARD.

**

Jean Bodin : ARMEL.

Emmanuel Buenzod : LES HEURES PROFONDES.

Fernand Guer : BENEFICE D'INVENTAIRE (Rieder, éditeur).

La Maison Rieder lance la « Bibliothèque Rieder ». Fort bouquin à chemise rouge contenant trois romans de jeunes auteurs.

Armel. Trois personnages, Armel en tête, qui filent des rêves. J'aime. M'aime-t-elle? Amour et amitié. Des gentilles, des délicates, des reflets d'âme sur des ongles roses. De quoi plaire à bien des lecteurs — mais de quoi agacer les gens qui ont bon appétit.

Les heures profondes. Vie de Pierre Durieu — un bougre qui s'installe normalement et solidement dans son coin de Suisse (que les paysages du livre sont donc sympathiques!) Et en leit-motiv, gravement, reparait la fêlure que la vie creuse — avec des riens, semble-t-il — si profondément entre les générations. La mère de Pierre Durieu, toute noire, menue, résignée. Et le fils François « avec ses vingt-deux ans cruels, sa brusquerie, son insouciance »... Un livre qui atteint à l'émotion.

Bénéfice d'inventaire. Jeunesse d'Université. Travail. Bavardages à la recherche de soi et du monde. Efforts pour être des types conventionnels.

Mais la vie houscule les attitudes. Vivien, le précieux, (mon thé, mes roses, mon smoking de bonne coupe) se hisse vers l'héroïsme; Michel, le volontaire (durcis-toi; sois fort) rate le coche en pédantisant; Christine, si affranchie en paroles, attend tout bonnement une tiède tendresse. Jeunesse d'après-guerre, intéressante bien sûr — mais qui ne livre pas assez sa vibration sur la « chose publique » et tronque par là un inventaire que nous aimerions plus complet. — B. G.

**

André Chamson : LES HOMMES DE LA ROUTE.
(Grasset, Editeur).

Deux paysans prennent femme et quittent leur montagne pour la ville. Travail de manœuvre, puis de demi-domestique. Le fils unique de chaque ménage grandit et prend sa petite place au soleil, une « bonne » place pensent les femmes avides de rang social.

Mais par avance, l'homme plus sage n'a-t-il pas dit : « On est tous des pauvres »?...

Histoire des pauvres : le travail, l'économie, les petites jalousies, l'horizon restreint, un fragment honnête de la vie des travailleurs — mais un fragment limité, une vie simplifiée, trop réduite à ses apparences. La grise existence des « Hommes de la Route » a eu plus de nuance, plus de pensée, plus de méditation, plus de volonté que n'en laisse soupçonner l'auteur, car ce n'est point par hasard — n'est-ce pas? — qu'ils se sont bornés au fils unique. — B. G.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

UNE REVENDICATION IMPORTANTE

Les Vacances payées dans le Bijou parisien

La période des vacances est terminée. Tous ceux à qui leur situation sociale le permet, ont suspendu leurs occupations et quitté leur domicile habituel pendant quelques semaines. Le bourgeois s'en est allé à la villégiature chic; les autres, suivant leur bourse, vers le « petit trou pas cher. »

Alors qu'en général, les employés bénéficient d'un congé annuel payé — 15 jours dans la plupart des cas —, et que cette mesure s'applique dans tous les Services Publics, les ouvriers de l'industrie n'ont pas, sauf quelques exceptions, de « vacances payées ».

Parce qu'elle croit qu'il s'agit d'une revendication importante pour les travailleurs, l'organisation unitaire du Bijou parisien, au début de cette année, entamait une campagne pour obtenir les « vacances payées »; les ouvriers étaient alertés par des réunions d'ateliers, des assemblées générales et un meeting sur la question.

Pendant la période électorale, profitant du fait que l'industrie du Bijou est concentrée dans les 2^e et 3^e arrondissements de Paris, le syndicat faisait déposer des candidatures fictives pour affirmer sur les panneaux électoraux, le droit des ouvriers à des vacances payées; cela eut beaucoup plus de succès que les déclarations et programmes des candidats.

Ensuite l'organisation adressa aux syndicats patronaux de la Bijouterie et métiers similaires (une vingtaine d'organisations) une demande de vacances payées sur la base suivante : *un jour de congé par mois de présence dans la maison.*

La Chambre patronale de la rue du Louvre, la plus importante, répondit par un refus motivé disant : « qu'il n'était pas opportun pour elle de prendre cette initiative d'ordre général, cette initiative ayant déjà été prise par le Gouvernement : M. Dura-four étant ministre du travail a déposé, en 1925, un projet de loi instituant un congé payé pour les travailleurs. »

Le syndicat s'attendait à une réponse de ce genre; il ne lui restait plus qu'à poser la question directement aux patrons; ce fut fait dans un certain nombre de boîtes où les ouvriers signèrent tous une lettre ultimatum, exigeant une réponse pour fin mai. Dès le dépôt de la lettre, quelques patrons cédaient, d'autres accordaient satisfaction à la fin du délai, mais dans un certain nombre de cas, ce fut le refus brutal, qui provoqua une réaction; dans deux maisons les ouvriers prirent leur compte; par ailleurs il y eut des mouvements de protestation.

La lutte la plus sérieuse se déroula dans une importante maison d'orfèvrerie où, après un mois de grève, le patron accorda demi-satisfaction sous la forme d'une augmentation destinée à une caisse de vacances gérée par le syndicat.

Les modalités d'application diffèrent suivant les maisons et suivant les métiers. La solution idéale est difficile à trouver par suite du déplacement constant de la main-d'œuvre, instabilité nécessaire à l'ouvrier

du bijou pour faire valoir ses qualités professionnelles et pour assurer son indépendance.

En général, les patrons ont accordé deux semaines, mais certains donnent une semaine seulement. Pour le paiement, l'ouvrier prend son congé à la période des vacances, et il est payé après une année dans la maison; si l'ouvrier quitte la maison avant un an de présence, le paiement est proportionné au temps passé dans la maison; certains patrons ne paient les vacances qu'après un an de présence.

Il semble cependant que la question pourrait être résolue par la création d'une caisse de compensation entre les patrons; cela obligerait toutes les maisons à donner des vacances sur la même base.

Mais l'application des vacances reste partielle. Seulement une partie des Joailliers, Boitiers, Orfèvres et Gainiers bénéficient des vacances payées dans une centaine de maisons, environ deux mille ouvriers; c'est déjà dans ces métiers que l'on a bénéficié de l'échelle mobile il y a 18 mois, c'est là que le syndicat trouve sa force : les ouvriers y sont organisés et combatifs.

Dans les autres métiers appartenant au syndicat, la campagne n'a eu que peu d'écho parce que la situation du travail n'est pas favorable pour les revendications, et, surtout, parce que les ouvriers sont passifs : comme les patrons ne cèdent qu'à la force, le résultat est en rapport avec l'ardeur des ouvriers.

Si les ouvriers attendent les vacances payées ou toute autre satisfaction de la philanthropie de leurs patrons, ou de lois dans le genre du projet Dura-four (qui n'est qu'un vœu pieux), ils peuvent attendre longtemps.

Notre expérience du Bijou confirme une fois de plus que le seul moyen d'obtenir quelque chose, c'est la force de l'organisation syndicale, et l'action directe du prolétariat.

A. MAUPIOUX.

La quinzaine syndicaliste

Démocratie syndicale et reconstitution de l'Unité

Quand il écrit que la C.G.T.U. a besoin de démocratie syndicale, Monmousseau est-il sincère? Quand il déclare que : « la C.G.T.U. n'admettra jamais qu'un seul syndicat soit exclu de son sein pour délit de tendance », Dudilleux est-il sincère?

Depuis Bordeaux, nous avons vu :

Le Syndicat des Producteurs d'énergie électrique exclure quatre militants minoritaires; la Commission exécutive de la C.G.T.U. « suspendre » l'un d'eux, Kéraudy, élu comme représentant de la minorité de Bordeaux; la Fédération du Textile exclure la vieille Chambre syndicale des Casquettiers parisiens et organiser un syndicat dissident.

Quant à la démocratie syndicale, dès après Bordeaux, elle s'est trouvée pratiquement supprimée au Comité général de la région parisienne et dans la plupart de nos syndicats. Au Syndicat des Producteurs d'énergie électrique, un militant qui voulait discuter le rapport moral fut descendu de la tribune à coups de pied et à coups de poing.

Sincères ou non, Monmousseau et Dudilleux font machine en arrière. On dit que Monmousseau, sentant venir l'heure de la retraite imposée par Moscou, consolide sa position pour la garder. Il en serait de même pour Dudilleux que le cinquième Congrès de l'Internationale Communiste aurait « vidé » du Bureau politique du Parti.

Je crois qu'il y a une cause plus sérieuse à l'amour soudain de ces deux secrétaires confédéraux pour la démocratie syndicale. Ils ont dû s'apercevoir qu'on ne bolchevise pas impunément un mouvement syndical tel que la C.G.T.U. Ils ne s'en sont peut-être pas aperçus tout seuls, mais la baisse des effectifs dans l'industrie privée leur a fait mettre le doigt sur la plaie.

Si nous sommes vraiment dans une période d'offensive, les effectifs, dans l'industrie privée, devraient s'accroître. S'ils n'augmentent pas, si même ils baissent, c'est : ou que la classe ouvrière ne sent pas autant qu'on le prétend le besoin de lutter ; ou que les syndicats sont incapables de la grouper et de la guider dans sa lutte.

Des syndicats sans démocratie syndicale, des syndicats étroitement liés au parti, ne peuvent pas être des syndicats de masse, ni des syndicats actifs : la classe ouvrière s'en détourne.

Même chez les militants, les méthodes colonisatrices des dirigeants ont provoqué comme une répulsion à l'égard de la C.G.T.U. Certains de nos amis en arrivent à croire « qu'il n'y a plus rien à faire rue de la Grange-aux-Belles ».

Lisez ce que nous écrit un camarade des Métaux :

Vous exposer la situation dans les métaux? Si j'avais le loisir de faire un long exposé je serais certainement traité de pessimiste. D'ailleurs, à une réunion de la ligne syndicaliste, j'ai un jour déclaré en substance aux délégués d'autres corporations : « Si vous laissez dans vos syndicats se créer les méthodes qui sont actuellement en cours aux Métaux, plus rien à faire, l'organisation ainsi conçue brime toute pensée indépendante. » Le Syndicat des Métaux est maintenant plus que jamais l'appendice du Parti, il est trop déconsidéré pour attirer à lui des éléments neufs, ce qui permettrait sa rénovation. Le mieux pour le mouvement ouvrier serait qu'il crève au plus tôt.

Ceci s'appliquera tôt ou tard à la C. G. T. U. et je demande si dans l'état actuel des choses, il est encore possible de préconiser la fusion des deux C.G.T. Il faudra tôt ou tard en prendre son parti et quitter une organisation syndicale qui n'est plus syndicale et qui ne peut plus le redevenir. L'unité hélas! qui aurait dû être scellée sous l'impulsion du syndicalisme révolutionnaire, le sera sous l'égide réformiste par la stupidité des orthos communistes.

Le découragement amène notre correspondant à se forger une idée fautive de la situation de son propre mouvement. Le reproche que l'on fait au Syndicat parisien des Métaux n'est pas de ne pas attirer des éléments neufs, mais de ne pas retenir les éléments neufs qui viennent sans cesse à lui — et s'en détournent sans cesse aussi. Le bureau du Syndicat annonçait dernièrement deux mille adhésions nouvelles, et, en même temps, il déplorait une baisse des cotisations mensuelles.

« Le mieux serait qu'il crève... » Ce serait le pire ! Que se passerait-il ? Les métallurgistes parisiens n'iraient pas se grouper dans la C.G.T. de Jouhaux. Ils resteraient inorganisés. On les voit déjà faire grève sans seulement prévenir le syndicat. On les voit même régler leurs conflits en dehors de lui.

Croire que l'unité se fera par l'abandon des syndicats unitaires, quelle illusion ! Ce serait l'accentuation de la guerre empoisonnée que se font les deux C.G.T. pour s'arracher des adhérents, donc l'éloignement de l'unité.

Nous n'avons pas assez réagi contre les procédés de colonisation des syndicats unitaires. Nous avons laissé naître le dégout. Il arrive que l'on se figure qu'il serait plus aisé de lutter dans la vieille C.G.T. C'est une grande erreur. Pour être quelquefois moins brutale, la dictature des syndicalistes de gouvernement est aussi entière que celle des communistes de parti.

La C.G.T. a exclu le Syndicat des préparateurs en pharmacie de Paris. La C.G.T. a exclu le Syndicat du textile de Romilly. La C.G.T. a montré, par son Congrès de Bullier, que le droit de discussion y reste à conquérir. L'Union des Syndicats confédérés de la Seine ne veut même pas tenir un Congrès annuel.

Les « rentrés » auront-ils une autorité bien grande pour lutter contre cette dictature ? Ils devront passer par le Purgatoire. Ce sera du temps perdu et des forces inutilisées.

Si l'on est écoeuré par l'âpreté de la lutte dans la C.G.T.U., il vaut encore mieux « pêcher à la ligne » quelque temps que prendre son billet pour la vieille C.G.T. Tôt ou tard, le besoin d'agir vous reprend, et l'on ne se trouve pas dans un milieu inconnu, avec l'étiquette des « repentis » sur le dos.

Voilà les dirigeants unitaires qui crient leur amour d'une démocratie syndicale qu'ils sont incapables de réaliser si nous ne leur poussons pas l'épée dans les reins. Ce n'est pas l'heure de lâcher pied. Réaliser, dans la C.G.T.U. une véritable démocratie syndicale, ce serait hâter l'unité. La même besogne s'imposera un jour à tous ces éléments de la vieille C.G.T. qu'au lendemain du Congrès de Bullier, Monatte nous montrait comme une minorité qui ne s'exprime pas.

L'unité ne se fera pas plus sous l'égide réformiste que sous l'égide communiste. Elle se fera avec la renaissance du syndicalisme, et sans vainqueurs comme sans enfants prodiges.

**

Halluin-la-Rouge entrainera-t-elle Roubaix-Tourcoing dans l'action ?

En ce mois de septembre 1928, les prix des denrées de première nécessité sont déjà plus élevés qu'en plein hiver 27-28 ; l'hiver prochain les verra à coup sûr grimper encore plus haut. On parle d'énergiques mesures du gouvernement. La classe ouvrière sait bien qu'elle ne doit pas compter là-dessus. Elle a un moyen, bien à elle, de lutter contre la vie chère : revendiquer des augmentations de salaires.

Saluons les ouvriers du Textile d'Halluin qui viennent de se placer à la tête du mouvement ! Ils feront sentir à tous le besoin de l'action.

Ce n'est pas seulement Halluin qu'il faut jeter sur le plateau pour faire pencher la balance du bon côté, dans ce Nord, où les patrons d'une industrie concentrée à l'extrême pratiquent vraiment la solidarité de classe.

Ils le savent, les ouvriers de Roubaix-Tourcoing. Comme leurs camarades d'Halluin, ils sentent la nécessité de la revendication des dix sous. Mais ils attendent le signal du départ.

Pourquoi les chefs confédérés ne donnent pas ce signal ? Ils disent : « La situation de l'industrie n'est pas favorable ; les industriels possèdent, en stock, de quoi ne pas craindre la grève. »

Dans quelle mesure cela est-il vrai ? J'ai recueilli une parole d'un fabricant de tapis des environs de Tourcoing : « La grève, disait-il, mais nous n'attendons que ça. » Dans un récent numéro de l'*Information*, on pouvait lire que « les industries disposent des produits finis, accumulés pendant l'époque de crise où elles travaillaient pour le stock, ce qui leur permettrait, le cas échéant, de faire face aux commandes. » Le correspondant de la *Journée Industrielle* écrivait de Roubaix le 21 septembre :

« ... Au mois de mai les stocks de laine peignée ne dépassaient guère, dans les usines de Roubaix-Tourcoing, 13 millions de kilos ; ils atteignaient fin août le chiffre record de 15 millions 130.000 kilos.

... Au surplus, le stock des laines brutes a, lui, diminué et l'on se demande comment on pourra alimenter

Les machines des peignages d'ici au nouvel an, d'autant plus que les grèves des dockers australiens vont raréfier les arrivages. D'où une situation difficile à prévoir pendant trois ou quatre mois pour cette industrie où l'on chôme déjà jusqu'à un jour par semaine.

Je ne veux pas croire que les dirigeants unitaires n'ont pas examiné avec soin la situation avant de lancer Halluin. Sans doute, ils étaient fondés à penser que le moment était bon. Les dirigeants confédérés ont tellement peur de l'action qu'ils peuvent exagérer les indices défavorables.

En de telles circonstances, comme on voit le mal de la scission ! Si, au lieu de se battre entre eux à coups de couteau, les gars du Textile du Nord avaient préparé ensemble leur mouvement, s'ils étaient partis ensemble, comme le succès paraîtrait plus sûr !

Souhaitons aux courageux d'Halluin de ne pas travailler seulement « pour le communiqué ». Aidons-les de nos souscriptions.

M. CHAMBELLAND.

Les délégations en Russie

Au mois de juillet dernier, la section des « Amis de l'U. R. S. S. » de l'A. O. P. (Coopérative ouvrière d'instruments de précision), invitait le personnel de l'usine à une réunion où devait être désigné un délégué pour la Russie.

Il était possible de trouver dans la salle des camarades militant dans le mouvement syndical et susceptibles de regarder la révolution du point de vue purement ouvrier. Avant même que leurs noms soient lancés, ils étaient taxés de partialité par les « Amis de l'U. R. S. S. », qui avaient la ferme volonté de faire élire leur candidat, un camarade probe, mais ne s'occupant plus du mouvement. Nous décidâmes de porter notre effort sur le nom du camarade Bizet.

Affilié à la Fédération espérantiste, ce camarade peut, dans une certaine mesure, se passer d'interprète, ce qui est appréciable. D'autre part, Bizet n'est pas membre du Parti, ni de la R. P. ou de la Ligue, et la question de partialité ne pouvait être en jeu. Pourtant, c'est avec beaucoup de mal que sa candidature fut mise aux voix ; elle fut cependant ratifiée par l'assemblée, et le président de séance, membre du parti communiste et des « Amis de l'U. R. S. S. », s'empressa d'ajouter : « Oh ! ce n'est pas parce que vous l'avez désigné qu'il partira ! » (Textuel).

En effet, si aujourd'hui notre camarade est parti, ce n'est pas la faute des « Amis de l'U. R. S. S. », ni de l'Ambassade. Nous avons dû assurer tous les frais de son déplacement de Paris jusqu'à la frontière soviétique, environ 3.000 francs, que nous récupérerons à chaque paie au moyen d'une cotisation volontaire. Pendant plus d'un mois, Bizet est resté sans savoir s'il allait partir. On le prévint qu'il partirait, quatre jours avant, mais en ajoutant « qu'on n'avait pas d'argent à lui donner. » Pis encore ! A l'Ambassade soviétique, où il s'était rendu pour obtenir le visa nécessaire, on lui réclama la somme de 76 francs pour ledit visa, sous le prétexte « que l'Ambassade n'était pas prévenue du départ de cette délégation ». (Drôle d'organisation !) Bizet refusa de payer cette somme, attendu qu'il était délégué d'une organisation ouvrière et invité par l'U. R. S. S. Il partit donc sans passeport, rien qu'avec la promesse qu'il pourrait s'arranger à Berlin.

Dites donc, les « Amis de l'U. R. S. S. », si votre candidat avait été élu, est-ce qu'il aurait connu toutes ces difficultés ?

Maintenant, nous attendons le retour du camarade. Pour ma part, je le crois sincère et cherchant à faire de son mieux. Mes craintes ? Celles que provoque toute délégation, où le délégué, piloté par des officiels, se laisse emporter par un enthousiasme passager ! Pour qu'elle soit vraiment profitable, une délégation devrait comprendre un camarade de chaque grande corporation, des interprètes choisis par elle, et jouir de la liberté d'aller où il lui plaît, sans être accompagnée d'officiels, et de questionner ceux qu'il lui plaît de questionner. — PRUDHOMME.

Courrier de la Ligue

Saint-Etienne, le 12 septembre.

Ici, il existait un bon syndicat de teinturiers, qui a pu conserver un effectif raisonnable. Il groupe, en effet, plus de cent adhérents — cotisants réguliers.

Ce syndicat a eu le tort de quitter la C. G. T. U. au moment de sa bolchevisation et de se réfugier dans l'autonomie.

Un syndicat autonome, même vivant, c'est gênant. On a donc pensé à constituer en face de lui un syndicat unitaire.

Il y a quelque temps, on avait fondé un syndicat unitaire du textile. Cette organisation n'existait que sur le papier ; pour la constituer en fait, on a donc imaginé de créer une section qui aura nom : syndicat des teinturiers.

Ça fera toujours deux syndicats fantômes de plus, de quoi, avec leurs frères, clamer la prospérité de la C. G. T. U., au prochain congrès. Et un peu plus de division dont les teinturiers feront les frais.

**

Coursan (Aude), septembre.

Je suis prêt à me mettre en relations avec les amis de la revue habitant dans le Midi, cela à la suite de la note d'un abonné de l'Hérault, publiée par la R. P.

Les abonnés de ces départements doivent tenter de se rapprocher et de voir ensemble ce qu'il y aurait à faire pour hâter la venue de l'unité ouvrière.

La division qui existe ici, comme partout, est néfaste à tous les points de vue. Le tâcheronnat commence à s'implanter dans la culture de la vigne. Il ne pourra être enrayé que si, au-dessus des tendances, les ouvriers viticoles s'unissent.

S'il doit exister la Ligue Syndicaliste pour unir les efforts des camarades de toute la France, il faut aussi que ce groupement se fasse « à la base », par département ou par région, suivant les possibilités.

Pour cela, je suis prêt, je le répète, à me mettre en relations avec les amis de la région languedocienne.

**

Saint-Etienne, septembre.

Nous savions déjà, dans la Loire, que de farouches purs n'avaient pas craint de solliciter l'appui du « traître » réformiste, le radical Durafour, député de la Loire, ancien ministre...

Nous apprenons que la Fédération Unitaire des Etablissements de la Guerre (Dadot), vient de prier ce politicien d'intervenir auprès du ministre de la guerre pour faire réintégrer Lesage, secrétaire du Syndicat Unitaire des Etablissements Militaires de Bourges.

Il n'y a donc pas que les confédérés qui tirent la jaquette de nos ministres, ex-ministres ou ministrables de gauche.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits du mois

SAMÉDI 25 AOÛT. — *Angleterre.* — Ouverture du 5^e Congrès du mouvement minoritaire à Londres.

MARDI 28. — Au Havre, les jaunes de Raynier tirent sur les grévistes. Le camionneur Le Raver est grièvement blessé.

VENDREDI 31. — L'U. R. S. S. adhère au pacte Kellogg.

SAMÉDI 1^{er} SEPTEMBRE. — *Albanie.* — Ahmed Zogou est proclamé roi.

DIMANCHE 2. — *U. R. S. S.* — Fin du 6^e congrès de l'I. C. à Moscou. Congrès extraordinaire des syndicats de mineurs confédérés du Nord, du Pas-de-Calais et d'Anziñ à Lens.

LUNDI 3. — *Angleterre.* — Ouverture du Congrès des Trade-Unions à Swansea. Le congrès vote l'exclusion de l'Union des gens de mer.

Allemagne. — III^e Congrès de la Fédération allemande des syndicats (A. D. G. B.), à Hambourg.

MARDI 4. — Le Raver succombe à ses blessures.

DIMANCHE 9. — Manifestation communiste à Saint-Denis. Déploiement considérable de porces policières. 1.500 arrestations.

MARDI 11. — Ouverture du Congrès de la Fédération unitaire du Livre-Papier à Marseille.

DIMANCHE 16. — Ouverture du Congrès de la Fédération confédérée du Textile à Paris.

JEUDI 13. — *Etats-Unis.* — Au cours d'une conférence à Pittsburg, l'aile gauche de la Fédération des mineurs crée l'Union Nationale des Mineurs. Bagarres avec les réformistes. 165 arrestations. Un délégué est tué par la police.

JEUDI 20. — Le syndicat régional unitaire proclame la grève générale des ouvriers du Textile à Halluin.

LUNDI 24. — Après 62 jours de lutte, la grève des camionneurs du Havre se termine par un échec.

MARDI 25. — Ouverture du Congrès des Mineurs unitaires, à St-Etienne.

Paris en cas d'émeute Voici l'article de la *Revue des Vivants*, de septembre, dont Monatte parle dans son carnet :

La *Pravda* du 11 août dernier publiait le discours suivant fait au dernier Congrès de la III^e Internationale, par M. Iaroslavski, président du Comité de Contrôle du parti communiste russe :

« Tout parti politique qui s'applique sérieusement à préparer une émeute, ne saurait ignorer les questions qui se trouvent en connexion avec les préparatifs de cet ordre. Il convient d'étudier les forces de l'ennemi, ses ressources et son armement technique. Et, pour amener cette tâche à bonne fin, il faut que toutes les fractions de l'Internationale disposent d'un personnel spécialement soigneusement éduqué. Ce serait une erreur de s'imaginer que les grandes masses de soldats passeraient volontiers du côté de la Révolution. Sans l'existence de cadres communistes, sans une organisation spéciale, qui s'occuperait spécialement de l'agitacion et de la propagande dans l'armée, sans cellules chargées d'intensifier la diffusion des idées révolutionnaires, il est impossible de s'attirer les sympathies de l'armée. On doit créer au sein même des armées bourgeoises, une force organisée, susceptible d'entraîner au moment voulu les éléments chancelants et de les faire adhérer à notre cause... »

Maintenant que les lecteurs de la *Revue des Vivants* connaissent la manière dont les communistes entendent organiser la révolution militaire, il faut qu'ils sachent quel est le plan que l'armée française lui oppose.

Dans les derniers jours du mois de juin s'assemblait, sous la présidence d'un de nos maréchaux, un Conseil qui envisagea les mesures de défense à prendre en cas d'émeute à Paris.

Si le Préfet de police y assistait, l'élément militaire y dominait naturellement. On sait, en effet, que lorsque les troubles prennent de graves proportions et que les forces ordinaires de police ne suffisent plus à les contenir, la responsabilité de rétablir l'ordre incombe au commandement militaire qui prend la direction des opérations.

Des divergences de vues se manifestèrent entre l'Etat-Major de l'armée et le général Gouraud, gouverneur militaire de Paris, que soutenait M. Chiappe, préfet de police.

Ceux-ci restaient partisans du système connu qui consiste à établir, sur toute l'étendue de la capitale et de la banlieue immédiate, des îlots de résistance sur des points convenablement choisis, garnisonnés, en tous temps, par de l'infanterie, à établir en certains centres, neuds de communications importantes, des réserves mobiles (cavalerie, autos mitrailleuses, tanks, cyclistes, etc.) manœuvrant autour des îlots de résistance, de manière à assurer ou à rétablir l'ordre.

Mais l'Etat-Major de l'armée a conçu et poursuit un autre plan qu'on désigne généralement sous le nom de plan Z.

Il consiste, en résumé, à ne plus défendre, en cas de troubles sérieux, que l'îlot parisien englobant les ministères et l'Élysée, à abandonner momentanément aux révolutionnaires le reste de la capitale, à rassembler à Versailles des forces importantes venues des différentes garnisons de province, et à reconquérir ensuite Paris.

Ce plan se fonde sur une interprétation de l'Histoire qui invoque, de Charles V à M. Thiers, toute une série d'exemples, pour prouver que Paris ne se défend pas par le dedans, mais se reprend par le dehors.

Nous n'en parlerions même pas, tant il nous semble peu probable que le Gouvernement puisse se rallier à une conception qui livre d'entrée de jeu à la révolution les établissements de crédit, les journaux, les moyens d'éclairage et de communication, si l'Etat-Major de l'armée n'avait commencé l'application de ce plan avant même sans doute que le Gouvernement en ait été averti.

En effet, en vertu de ce plan, certains régiments de l'infanterie métropolitaine et plusieurs escadrons en garnison à Paris ont reçu avis de leur dissolution prochaine. C'est ainsi que la garnison de Paris, déjà descendue de 29 bataillons d'infanterie métropolitaine et de 20 escadrons de cavalerie en 1914 à 11 bataillons et à 12 escadrons, doit être ramenée dans quelques mois à 8 bataillons d'infanterie métropolitaine et à 8 escadrons de cavalerie.

Une seconde réunion s'est tenue au mois d'août au cours de laquelle M. Chiappe, préfet de police, a accentué sa protestation. Mais cette fois, M. le général Gouraud est demeuré neutre entre les deux thèses qui s'opposaient.

Le général Debenev a fait valoir que la création de 1.500 gardes républicains mobiles permettrait de suppléer au déficit de la garnison, bien que le rôle de ces unités ne soit pas le même que celui de la troupe, et la décision de dissoudre trois bataillons d'infanterie et quatre escadrons de cavalerie de la garnison de Paris a été maintenue par l'Etat-Major de l'armée.

En un temps où le Gouvernement dénonce l'organisation militaire du communisme, où il ne peut pas douter que celui-ci ne concentre son effort sur Paris, où aucun mouvement de troupes ne passe inaperçu de gens qui ont des raisons particulières de s'intéresser à l'état

des garnisons, n'est-ce pas préparer d'avance les voies à une future Commune que de laisser appliquer une stratégie à la fois aussi imprudente et aussi redoutable.

Paris se trouverait ainsi pris, en cas de troubles, entre deux dangers : le danger de la Révolution auquel on commencerait par le livrer; le danger de l'armée qui, pour le reprendre, devrait le traiter comme une ville ennemie. Il courrait le risque d'être deux fois détruit.

Ce beau plan est fort peu secret, puisqu'il est parvenu à notre connaissance par plus d'une source. Nous en avons contrôlé l'exactitude. Mais nous ne pouvons croire que le Gouvernement l'accepte et laisse ainsi préparer, en lui fournissant de telles facilités, la prochaine guerre : la guerre civile.

*
**

Du millerandisme tout pur

Nous ne voulons pas manquer de reproduire les passages les plus significatifs de la résolution relative au droit de grève et à l'arbitrage obligatoire que le récent Congrès de la Fédération confédérée des Employés n'a pas craint d'adopter. C'est du millerandisme tout pur. Même dans la C. G. T., même chez Bidegaray, — qui se demande à quel autre moyen que la grève les cheminots pourraient recourir en cas de résistance des Compagnies, — même chez Laurent, des fonctionnaires, — qui déclare que « dans l'état actuel des choses, il est difficile aux agents des services publics de dire qu'ils n'auront pas recours à la grève », — cette résolution paraît avoir provoqué une vive émotion. Lisez plutôt :

On peut donc penser, dans l'intérêt même des travailleurs, que le moment est venu de se demander si la grève et le lock-out, procédés primitifs de force et de violence, expédients trop longtemps érigés en systèmes, ne peuvent pas être souvent et utilement remplacés par des procédés de discussion et de lutte plus conformes aux conditions de la vie moderne tels que le recours obligatoire à la conciliation et à l'arbitrage, institutions qui apparaissent dès maintenant comme la suite naturelle et logique de toute législation ouvrière.

D'essence démocratique, ces procédés de conciliation et d'arbitrage, qui exigent, par ailleurs, l'existence de fortes organisations syndicales servies par des cadres militants supérieurement documentés, ont pour premier résultat d'opposer deux puissances économiques sérieusement disciplinées et non plus deux forces sociales déréglées.

Les travailleurs des entreprises privées n'ont pas à redouter de recourir obligatoirement à la conciliation. Ils n'ont pas à craindre le jugement de l'opinion publique.

Ils n'ont pas à craindre l'exposé complet et sincère de leur réclamation. Ils ont tout à gagner et rien à perdre à discuter publiquement contre le patronat sur un pied d'égalité absolue. Ils doivent donc accepter sans arrière-pensée l'obligation du recours à la conciliation, dans des conditions et modalités à déterminer, et ils ont intérêt à admettre l'idée d'une sanction légère, plus sévère en cas de récidive, prise contre la partie qui refuse de se présenter en conciliation.

On peut admettre le recours obligatoire à l'arbitrage dans les mêmes conditions générales que le recours à la conciliation. La sentence peut comporter l'obligation seulement si les parties réunies en ont ainsi décidé.

Si le désaccord subsiste après le recours à l'arbitrage, le conflit se poursuit sans autre frein. Pourtant, c'est à ce point du conflit que la grève, ou le lock-out en cours ou en discussion, doit comporter une consultation sincère des intéressés, consultation organisée sous le contrôle des arbitres par l'organisation syndicale ou patro-

nale qui a déclaré ou veut déclarer la grève ou le lock-out. Cette consultation doit, pour régler la question par l'affirmative, réunir, après un vote secret, la majorité des intéressés présents au cours d'une assemblée générale régulièrement convoquée. Toutefois, en ce qui concerne l'interprétation et l'application des contrats collectifs, la sentence arbitrale peut être obligatoire, sous le bénéfice d'un recours devant une juridiction prud'homale étendue ou devant la juridiction civile.

Il n'est pas possible de placer les conflits déclarés dans les services publics sur le plan social où nous avons placé les conflits entre salariés et patrons des entreprises privées.

C'est un fait dont il faut tenir compte que les travailleurs des services publics bénéficient heureusement de certaines garanties particulières importantes que ne connaissent pas encore les salariés qui sont, par ailleurs, les usagers des services publics.

C'est un autre fait que les travailleurs des services publics qui présentent un caractère d'indispensabilité absolue pour la vie même de la collectivité, ne peuvent, moralement, se croire dégagés d'un certain devoir supérieur susceptible d'assurer et de garantir la continuité de la vie sociale.

On doit, en conséquence, admettre l'idée du recours obligatoire à la conciliation, puis à l'arbitrage en ce qui concerne les travailleurs des services publics dont le fonctionnement n'est pas indispensable à la vie quotidienne de la société avec suspension du droit de grève jusqu'au troisième jour qui suivra l'affichage public du résultat négatif de la tentative d'arbitrage.

On doit attendre beaucoup de cette communication à l'opinion publique.

Enfin, en ce qui concerne les travailleurs des services publics dont le fonctionnement régulier est indispensable à la sécurité, à l'hygiène et à la santé de la collectivité, l'arbitrage, après la conciliation, doit aboutir à une sentence obligatoire, sous le bénéfice d'un recours devant la justice civile ou le Conseil d'Etat.

Dans tous les cas, il ne peut y avoir droit de grève, du côté des travailleurs, ni droit de licenciement, du côté de l'Etat ou des communes, pendant la durée du conflit.

*
**

Et si c'est un policier ? Parce que nous regrettons de n'avoir pas dit, lors de sa parution, tout le dégoût que nous inspirait un « livre » intitulé : *Les Mystères du Kremlin*, signé de Maurice Laporte, l'ancien secrétaire de la Fédération des Jeunesses Communistes, nous nous faisons un devoir de reproduire un article de G. Dumoulin, publié en dernier lieu par la *Bataille Socialiste*, dans lequel l'ancien secrétaire-adjoint de la C. G. T. dit leur fait à certains journaux « ouvriers » — *le Peuple* n'en est-il pas ? — que « l'odeur particulière » des *Mystères du Kremlin* n'a pas dégoûtés du tout.

Je me préoccupe, écrit Dumoulin, de savoir si des journaux dont nous partageons les opinions et qui se réclament de la classe ouvrière, sont bien inspirés en ouvrant leurs colonnes à ces soi-disant mystères.

Suspect, ce Laporte. Suspect précisément à cause du procédé qu'il emploie pour sa publicité. On sent le côté officiel, le chef d'orchestre invisible mais parfaitement connaissable. C'est une manière qui ne trompe personne, hormis les ignorants, et je regrette que des journaux sérieux se prêtent au procédé.

D'où vient ce jeune homme que le bouillonnement d'après-guerre a fait éclore spontanément comme tant d'autres ? De nulle part. Et pourtant il a été le fondateur des Jeunesses communistes françaises dont il fut secrétaire national. Il a été agréé par Moscou et placé au cœur même de l'action stipendiée. Il a fait partie de

ENTRE NOUS

L'AUGMENTATION DE L'ABONNEMENT

cette cohorte de jeunes gens qui, avant d'avoir reçu la moindre parcelle d'éducation de classe, avant de savoir si vraiment ils appartenaient à la classe ouvrière, ont été bourrés d'argent et élevés tout à coup à la fonction de délégué à la propagande. Nous les avons eus pour la plupart à nos troupes, puisque leur métier stipendié consistait à nous insulter dans les réunions.

Nous les avons vus filer, disparaître les uns après les autres, au fur et à mesure que la caisse se fermait pour eux en s'ouvrant pour d'autres. Je n'en connais aucun qui soit resté dans la propagande par pur désintéressement.

Et alors, quels sont ces mystères du Kremlin? Des histoires d'argent, de corruption, de vénalité. Le caissier de Moscou a coupé les vivres à Laporte en accordant sa confiance à d'autres. Au lieu d'aller bravement gagner sa vie en exerçant un métier honnête; au lieu d'adhérer modestement à son Syndicat pour y faire de l'action propre et désintéressée, le jeune Monsieur s'est lancé dans le débinage, il s'est fait « mangeur de morceau ». Car c'est le « morceau » qu'il mange après avoir été de la bande des appointés du Kremlin. Que dit-il dans son livre? Je m'en soucie peu, je ne veux même pas le lire. Je pense au péril auquel s'exposent des hommes qui prennent le pouvoir, qui l'exercent en ayant la haute main sur les finances sans le contrôle de l'opinion publique et du Parlement. Je pense, non sans tristesse, aux coups que reçoit l'idée révolutionnaire.

Je vois un chenapan qui se dresse pour étaler la pourriture dans laquelle il a vécu. En reculant l'histoire, j'en vois de semblables à lui, s'acharnant sur les hommes de la Révolution française, huant Robespierre devant l'échafaud après avoir bu à la même coupe que les Dieux assoiffés. Ce chenapan me dégoûte et j'ai honte de voir sa prose dans nos journaux.

Ce qui précède peut m'être imputé comme un geste de mauvaise humeur à cause de certains souvenirs. Mais il y a autre chose : les anciens collègues de Laporte l'accusent d'être au service de la police, d'être un indicateur de la rue des Saussaies.

Ils l'accusent d'avoir commis des actes qui auraient dû faire de lui un détenu de maison centrale. Le chenapan prend ici une figure plus nette, plus accusée, plus accentuée. Ses « mystères du Kremlin » ont du coup un autre parfum, une odeur particulière. Il y avait quelque chose de plus dégoûtant que de la vache et de la bourrique dans son livre, quelque chose qu'on ne publie pas et qu'on balaye hors de chez soi.

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris, 3; Seine, 1; Seine-et-Oise, 1; Bouches-du-Rhône, 1; Côtes-du-Nord, 1; Loire-Inférieure, 1.

Total : 8

LES SOUSCRIPTIONS DU MOIS

Le Goff (Seine), 5; Ménard (Seine), 20; Lavenir (Rhône), 10; St. (Seine), 10; Jacquet (Rhône), 5; Soudeille (Rhône), 4; Gross (Bouches-du-Rhône), 4; Pivert (Seine), 10; Thomas (Indre), 4; Djoukitch (Isère), 20; Chouette (Seine), 4; Anonyme sympathisant (Pas-de-Calais), 50; Bureau (Alger), 10.

Liste Prudhomme (Seine) : Delagarde, 10; Prudhomme, 5; Jantzen, 5; Maillard, 2; Simet, 2; Pontonnier, 2; Lachasse, 1; Lagarrigue, 1; Girardin, 1; Quincy, 2; Roy, 5; Levasseur, 2,50; Maison, 1; Béran, 2; Kozzielcki, 2; Breyné, 2; Lecourtois, 2; Chouzenoux, 1; L. Neveu, 2; Pointel, 1; Delabie, 1; Martin, 1; Bertinnetto, 5; Cornillon, 1; Plénard, 1; Reynaud, 2; Granger, 1; Howel, 1; Bachman, 1; Levenès, 1; Delagarde, 1; M. Gaillard, 1; Bernard, 10; Laffitte, 5. (Total de la liste Prudhomme : 83 fr. 50.) — Chambelland (Seine), 10; Monatte (Seine), 20; Mahouy (Seine), 20; Matray (Loire), 7; X..., 2,50.

Total général : 300.

Nous avons reçu pas mal de lettres, toutes favorables à l'augmentation, quelques-unes demandant même de passer à 48 et à 50 fr.

De Thévenon (Loire) :

C'est nécessaire. On aurait dû le faire dès 27 quand la revue est devenue bi-mensuelle. La grosse majorité des abonnés versera ces 10 fr. avec plaisir. A 40 fr., on progressera aussi facilement qu'à 30 fr. Il n'y a que la décision qui coûte.

De Lavenir (Rhône) :

40 fr. peuvent aller. 50 auraient paru élevés. Mais sitôt les abonnés plus nombreux, il faudrait augmenter le nombre de pages. Il faut, à chaque numéro, conserver l'*Entre Nous* et réclamer sans cesse. C'est peut-être peu intéressant pour la rédaction, mais ce n'est pas inutile pour les abonnés qui ont trop tendance à ne rien faire.

De Vidal (Puy-de-Dôme) :

J'é suis partisan de l'élévation à 40 fr., mais je serais d'avis qu'à cette occasion, la R. P. revînt au format de l'inoubliable V. O. d'avant-guerre.

D'un camarade d'Alger :

Certes, l'augmentation rendra plus difficile le recrutement de nouveaux abonnés, mais il faut avant tout que la revue vive par ses ressources propres. Les abonnés actuels sont certainement décidés à accepter toute majoration nécessaire. Donc, fixer l'abonnement au taux minimum qui assure l'équilibre du budget.

De Jacquet (Rhône) :

Ma proposition : 3 mois, 12 fr.; 6 mois, 24; un an, 48. Faire tous les trimestres, un numéro plus volumineux avec une étude de fond ou une monographie détaillée.

De Berth :

Pourquoi ne pas habituer les militants à payer une revue, leur revue, le juste prix? Puisque le franc est stabilisé, il me semble qu'il faut tout porter à son prix normal, et cela sans attendre, — et des syndicalistes devraient, moins que personne, accepter de payer endessous du prix quoi que ce soit — *a fortiori* une revue faite pour eux et rédigée gratis par des camarades dévoués. Il est de toute nécessité que les abonnés actuels paient la revue son juste prix. A 50 fr., vous serez sinon au large, au moins à votre aise, et vous pourrez, de temps à autre, leur offrir un numéro plus étoffé, avec des études théoriques plus copieuses. Ne prenez pas de demi-mesures, faites tout de suite, carrément, ce qui doit être fait.

Nous nous en tenons au chiffre de 40 fr. pour l'année et de 20 fr. pour six mois. Nous pensons joindre ainsi les deux bouts. Et dès que la progression des abonnés le permettra, c'est avec un réel plaisir que nous augmenterons le nombre des pages.

A ceux qui sont restés silencieux et qui trouvaient — non pas pour eux mais pour les autres — le prix déjà trop cher, nous disons que beaucoup de dépenses, au bistrot et ailleurs, sont moins utiles que celles qu'on peut faire pour se nourrir intellectuellement.

DES LISTES DE POSSIBLES !

Nous avons reçu un millier de « possibles » que nous tâtons ce mois-ci. Nous voudrions pouvoir recommencer en novembre avec un même chiffre. Et même en décembre, en janvier, etc...

Que nos amis se dépêchent de nous adresser leurs listes.



Le Gérant : V. GODONNÈCHE
Imp. LABOR, 8, boul. de Vaugirard, Paris

Les Editions de la Librairie du Travail

Victor Serge

LÉNINE - 1917

Une brochure de 70 pages, consacrée exclusivement au Lénine de 1917, à celui qui, parti de Zurich où il avait mené l'opposition irréductible et intransigeante à l'Impérialisme, arriva à Moscou où dominaient l'incertitude, la confusion et le chaos, pour guider son Parti à l'assaut du pouvoir.

Victor Serge aurait pu intituler son œuvre : « Lénine vivant ». Pas d'exposé doctrinal, pas de discussions théoriques, pas de savantes et lourdes compilations. La vie d'un homme prodigieux, aux heures les plus prodigieuses de l'histoire d'un Proletariat qui a accompli des miracles, — d'un homme en qui on n'a jamais pu découvrir « aucune dissociation de l'action et de la pensée ».

PRIX : 2 FRANCS

Victor Serge

Les COULISSES d'une SURETÉ GÉNÉRALE

Pour la première fois dans le Monde, grâce à la Révolution Russe, des révolutionnaires ont pu mettre la main sur les documents les plus secrets, sur les papiers les plus lourds de révélations d'un gouvernement autocratique. Nous avons déjà eu le « Livre Noir », composé avec les extraits des Archives diplomatiques russes.

Nous avons maintenant les « Couloirs d'une Sûreté générale », composé avec les sales papiers de l'Okhrana russe.

La lecture d'une telle œuvre constitue l'une des plus belles leçons qu'un révolutionnaire puisse solliciter. Il est déjà des plus instructifs de connaître les procédés d'une police aussi savamment organisée que l'Okhrana. Mais il y a aussi des précisions curieuses sur la mentalité des indicateurs et des provocateurs employés. Il y a des conseils pratiques donnés à tous les révolutionnaires et inspirés par la lecture de ces documents. Il y a enfin une affirmation sérieusement établie qu'aucune répression ne peut empêcher la victoire de la Révolution.

PRIX : 4 FRANCS

Un Souvenir par jour

PETIT CALENDRIER PROLÉTARIEN

Le Proletariat a son histoire, bien distincte, suffisamment lourde de lutte et d'héroïsme. Mais il ne la connaît pas. Et l'on ne s'inquiète pas d'en découvrir et d'en classer les éléments, avec une persévérance systématique.

Voilà cependant un premier essai dans ce domaine. En face de chaque date, l'auteur a noté un souvenir. Et il déclare qu'il n'a pas été commode de choisir cet anniversaire, tant notre histoire est déjà riche.

Mais les faits qu'il a notés suffisent pour fortifier nos espoirs.

PRIX : 1 FRANC

Vient de paraître :

FERNAND LORiot

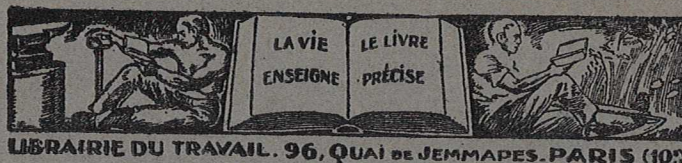
LES PROBLÈMES DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Une brochure de 72 pages, prix..... 3 fr.

Cette étude, qui ouvre la discussion sur des questions trop longtemps laissées dans l'ombre, doit être entre les mains de tous les militants.

Prix spécial pour la diffusion : Dix exemplaires, franco : 20 fr.

Tél. Combat 08-02
R. C. 251.310



Chèque postal
N° 43-08

Pour les bibliothèques de syndicats :

LE PROBLÈME OUVRIER AUX ÉTATS-UNIS

par André PHILIP

Alcan, éditeur.

Prix : 50 francs.



Pour les bibliothèques de syndicats et de militants :

LE CIMENT

par Fédor GLADKOV

Traduit du russe, par Victor Serge

« Editions Sociales Internationales », éditeur.

Prix : 18 francs.